

VIRAGE à 180°



**De la pandémie
vers un monde
vivable :**

une réflexion de
Nick Meynen



LE PLUS GRAND RÉSEAU D'ORGANISATIONS DE CITOYENS ENVIRONNEMENTALES D'EUROPE

L'European Environmental Bureau rassemble des groupes de citoyens de toute l'Europe. Avec plus de 170 membres de 36 pays, nous travaillons sur toutes sortes de problèmes environnementaux - de l'écologie à l'économie, des bio déchets à la biodiversité et de l'incinération à l'isolation. Nous défendons les humains et le reste de la nature en aidant à façonner les politiques pour un avenir durable ou pour un Monde Vivable, comme l'écrirait notre membre France Nature Environnement.

L'EEB est une association internationale à but non lucratif / Association internationale sans but lucratif (AISBL).
Registre CE des représentants d'intérêts :
Numéro d'identification 06798511314-27
Numéro d'identification BCE : 0415.814.848
RPM Tribunal de l'entreprise francophone de Bruxelles

Publié en octobre 2021
Éditeur responsable : Jeremy Wates
Auteur : Nick Meynen

European Environmental Bureau (EEB)
Rue des Deux Eglises 14-16
1000 Bruxelles, Belgique
+32 (0)2 289 1090
eeb@eeb.org
eeb.org
meta.eeb.org



Version en ligne
eeb.org/turning-point

Avec le soutien du Programme LIFE de l'Union Européenne.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur. Les donateurs ne peuvent être tenus responsables pour les informations qui y sont contenues.

Virage à 180°

De la pandémie vers un
monde vivable :

une réflexion de Nick Meynen

A propos de ce livre

Remerciements	I
Avant-propos d'Anuna de Wever	II
Avant-propos de France Nature Environnement	IV
Introduction	1
A propos de ce livre	4
PARTIE 1 : La pandémie, c'est comme la chute d'Icare	5
1.1 La guerre contre le vivant	8
1.2 Une conquête du monde en vitesse de croisière	17
1.3 Dommages respiratoires à vie	23
1.4 Produits chimiques et coronavirus : meilleurs amis pour toujours ?	26
1.5 L'infâme ' norme néolibéral '	29
1.6 Un virus particulièrement ' mâle-veillant '	35
PARTIE 2 : Dix propositions charnières	39
2.1 ALIMENTATION. De la vulnérabilité au nouvel ancrage territorial	43
2.2 VIANDE. De ' cow-rona ' aux cercles fermés	51
2.3 COMMERCE. Allons du libre échange vers l'échange juste	55
2.4 MOBILITÉ. #StayGrounded et revenons sur de bons rails..	60
2.5 MINÉRAUX. Gardez-les dans le sol	66
2.6 DÉMOCRATIE. Arrêtez le sabotage de la démocratie, consolidez-là	70
2.7 ARGENT, DETTE et RICHESSE. Il est temps de bousculer les tabous	74
2.8 TRAVAIL. Faisons en sorte que cela marche	84
2.9 ÉCOFÉMINISME. Pour le plus grand bien de tous	87
2.10 LA JUSTICE pour tous n'est pas de l'altruisme	90
Et maintenant ?.....	92

Remerciements

L'auteur souhaite remercier les personnes suivantes pour leur soutien à cette publication :

Siel Hoornaert pour les travaux de traduction. Kirstin Vanlierde pour l'édition linguistique.

L'équipe de l'EEB avec Denise Godinho pour la révision. Gemma Bowcock pour la mise en page et les illustrations. Marie Amélie Brun, Elena Basilio Puig et Roberta Arbinolo pour le soutien à la diffusion. Sonia Goicoechea pour les touches finales.

L'équipe de l'EEB avec Katy Wiese, Morgan Reille, Eva Izquierdo, Laura Hildt, Diego Marin, Stéphane Arditi, Patrizia Heidegger, Celia Nyssens, Asger Mindegaard, Blaine Camilleri, Frederik Hafen, Tatiana Santos, Piotr Barczak, Gemma Bowcock, Denise Godinho, Roberta Arbinolo et Patrick ten Brink pour leur retour d'information.

Les membres du EEB Alberto Vázquez Ruiz (CATAPA), Yblin Roman (CATAPA), Kim Claes (CATAPA), Éger Ákos (Amis de la Terre Hongrie) et Christina Kontaxi (Eco City) pour leurs commentaires.

Le secrétaire général de l'EEB, Jeremy Wates, pour ses commentaires et son approbation.

Aster Voorhuis, Arnaud Schwartz, Florence Denier-Pasquier, Martine Delangen, Marguerite Culot et Alexis Vannier pour la version francophone.

Avant-propos

Anuna de Wever

Le coronavirus a provoqué la fermeture des frontières et a verrouillé des continents entiers. Les compétitions sportives ont été annulées et une interdiction de se rendre sur son lieu de travail a été imposé à de nombreuses personnes. Les avions sont restés au sol et de vastes pans de l'économie ont été suspendus alors que le monde se concentrait sur sa survie face au virus.

Quel contraste avec 2019, où des milliers et des milliers de jeunes ont marché avec moi à Bruxelles, pour réclamer une politique climatique ambitieuse ! Pourtant, les histoires du climat et du coronavirus sont presque les mêmes : elles sont toutes deux les signes d'une planète en détresse. Le coronavirus est le SOS de la planète à l'humanité. Nick entend ce message haut et fort.

En cas de crise, les mesures les plus drastiques sont prises. L'impensable devient imaginable, car nous sommes face à un virus mortel.

Mais où est notre sentiment d'urgence face au chaos climatique ? Une vague de chaleur peut tuer une personne en bonne santé en six heures. Un ouragan peut tuer des milliers de personnes. Les feux de forêt peuvent tuer des millions d'animaux. Et si un demi-milliard de personnes étaient forcées de fuir à cause des pénuries de nourriture et d'eau ? Malheureusement, ' le changement climatique ' sonne de façon moins alarmante que le terme ' pandémie '. Et pourtant, le COVID-19 n'est qu'un aperçu de notre avenir, si nous ne changeons pas de cap. La pandémie est un signe avant-coureur d'un dérèglement mondial plus large - un problème que nous oublions trop souvent de mentionner.

Ma visite dans la forêt amazonienne m'a plongée dans le tissu naturel de cette planète.

Bien que le tissu vivant y soit encore en partie intacte, l'humanité s'emploie à brûler ce précieux foyer de biodiversité, au bénéfice du réchauffement climatique et des virus mortels. Les peuples autochtones m'ont appris comment la nature peut être généreuse, mais que notre cupidité détruit tout cela.

Cela pourrait être un point décisif dans notre engagement pour le changement systémique. Les inégalités sociales sont une fois de plus mises en évidence et aggravées par la pandémie. Mais nous avons aussi vu grandir les mouvements de solidarité sur lesquels nous devons nous appuyer pour lutter pour un monde plus juste. Nous devons reconstruire notre économie en une économie durable, verte et circulaire. Une économie qui coopère avec la Terre. Cette publication montre comment l'Europe peut jouer un rôle de premier plan dans ce processus. La responsabilité cruciale de l'Europe pour assurer une reconstruction durable de notre économie, voici le message que j'ai transmis à Ursula von der Leyen lorsque nous nous sommes rencontrés. C'est aussi le message que Greta Thunberg et moi avons transmis à Angela Merkel.

Des publications comme celle-ci sont fondamentales pour tenir les gens informés de l'état du monde et pour lancer de nouvelles idées audacieuses. J'insiste sur le fait que les personnes ont besoin de trois composantes pour agir :

1. Elles doivent être informées des injustices qui se produisent.
2. Elles doivent se rendre compte qu'elles ont la responsabilité de lutter contre ce phénomène au niveau micro ou macro.
3. Elles doivent se rendre compte que si elles se battent pour le changement, elles peuvent vraiment faire la différence.

Ce sont les raisons pour lesquelles je suis moi-même militante. Et ce sont les raisons qui motivent cette publication : inciter les gens à nous rejoindre dans cette mission de rendre le monde meilleur. La nature a sonné l'alarme - c'est maintenant notre dernière chance de nous mettre au travail et d'apporter des changements si nécessaires.

Avant-propos

*France Nature Environnement :
quel monde vivable voulons-nous construire ?*

Nous avons tous vu ces derniers mois, dans la presse, sur les réseaux sociaux, ce dessin amèrement humoristique : une petite barque menaçait de se faire submerger par une imposante vague appelée pandémie. Et derrière, deux autres vagues, bien plus terrifiantes encore, se profilait : la vague dérèglement climatique et la vague 6ème extinction.

Concernant la première vague, les indicateurs sont plutôt bons. Il semblerait – mais restons prudents – que le monde sorte progressivement de la pandémie de coronavirus qui l'a figé pendant près de deux années. Et qui a emporté au moins 5 millions de personnes dans le monde. Le gros de la vague semble passé. L'embarcation a pris l'eau mais a résisté. Grâce à une mobilisation intense des scientifiques, des médias, des politiques, des entreprises, des financiers et surtout, des citoyens et citoyennes.

L'embarcation a tenu le coup, mais elle est fragilisée. Et surtout, ses faiblesses qui, par temps calme, semblaient gérables, se sont transformées en voies d'eau majeures durant la tempête : inégalités sociales & environnementales, inégalités entre pays riches et pauvres, conséquences de nos incapacités à nous autolimiter, fragilités du village mondial...

Retour au calme. On écope. On répare comme on peut, on rafistole. Mais pour faire quoi ? Pour aller où ? Reprendre la même direction, genre ' La Croisière S'amuse ' en première classe, pendant qu'en soute, on souffre pour faire avancer le bateau, en refusant de voir les prochaines vagues qui arrivent ? Ou changer de cap, et s'orienter vers un rivage durable ?

Ce que trop de passagers de notre grand bateau n'arrivent pas à percevoir, c'est que les vagues du dérèglement climatique et de

l'effondrement de la biodiversité sont déjà là. Différentes du mur d'eau de la pandémie qui nous a frappé tout à coup, elles gonflent petit à petit, prennent de la force, de l'ampleur, nous font déjà tanguer. Lorsqu'elles éclateront, il sera trop tard, beaucoup trop tard.

C'est le danger de ces vagues. Elles se développent sur le temps long, de manière presque imperceptible - et encore moins perceptible lorsqu'on préfère ne pas regarder. Et pourtant, les alertes sont lancées, depuis des dizaines d'années. Les scientifiques qui étudient et prédisent ces phénomènes sont formels : aucun vaccin ne nous permettra de nous sortir de ces tempêtes-là. Notre seule chance de salut face à ces catastrophes annoncées réside dans la prévention. Il faut infléchir le cap tant qu'il est encore temps. Et nous éloigner le plus possible de l'œil du cyclone.

L'appel de Nick Meynen est en ce sens essentiel. Il décortique les causes profondes de ces vagues, qui nous secouent et peuvent nous submerger. Son cri du cœur nous conjure de ne pas attendre la prochaine vague, à laquelle aucune digue, aucune embarcation ne résistera. C'est un appel à la mutinerie contre un système socio-économique qui conduit à la catastrophe. Un appel à reprendre la barre, à changer de cap, à passer par-dessus bord ces capitaines Achab qui veulent nous entraîner dans leur folie prédatrice et vénale.

Depuis plus de 50 ans, France Nature Environnement se bat pour préserver un monde vivable. Nos 900 000 militants de terrain, partout en France, en métropole comme en outre-mer, à travers près de 6000 associations, étudient, expliquent, protègent notre nature et notre environnement. Nos experts, parmi les meilleurs en France, participent à l'accumulation et au partage des connaissances. Nos juristes, depuis un demi-siècle, ont permis la naissance, le développement et la mise en œuvre d'un puissant droit de l'environnement.

Mais il faut aller plus loin. Chaque citoyen, chaque citoyenne doit s'engager pour l'environnement et la nature. En rejoignant et en soutenant l'association de son choix, en s'engageant dans les débats

citoyens, en usant de tous ses droits démocratiques, mais aussi en faisant évoluer son mode de vie et son rapport au monde.

C'est une révolution intérieure et globale, individuelle et collective qui est nécessaire.

La tâche peut paraître vertigineuse, c'est vrai. Mais France Nature Environnement a mis en place différents outils pour commencer, pour s'y engager progressivement.

Le premier, c'est l'Opération Hérisson, opération de recensement et de suivi des populations de hérissons, emblème de France Nature Environnement, en France. Véritable projet scientifique participatif, il permet à chacun et chacune d'entre nous de devenir un naturaliste en herbe. Au-delà de son intérêt pour l'étude de ce mammifère encore assez peu connu, véritable espèce parapluie et indicateur du bon état des milieux, il représente aussi un formidable outil de sensibilisation à la richesse et la fragilité de son environnement immédiat.

L'autre outil, c'est Sentinelles de la Nature. Cette application permet de signaler, et donc de partager, les meilleures pratiques environnementales. Elle permet aussi à chaque citoyen et citoyenne de signaler des atteintes à la nature et à l'environnement. Chaque signalement est ensuite traité par une des associations de France Nature Environnement. Plus de 10 000 dossiers ont ainsi déjà pu être traités.

Ces outils, simples à utiliser autant que vous le voudrez, permettent de déployer positivement nos énergies citoyennes au service de ce grand combat individuel et collectif pour notre survie et notre bien-être à tous. Dans ce livre, Nick Meynen ouvre bien d'autres pistes d'engagement citoyen. Il nous offre de nouvelles perspectives pour, enfin, reprendre le contrôle de notre navire commun, et préserver un monde vivable. A chacun de s'en saisir. Et d'agir. Maintenant.



Introduction

Nous ressentons votre douleur. Vous, moi, nous sommes tous tellement malades et fatigués du coronavirus ou de son impact sur nos vies. Mais vous et moi ne sommes-nous pas fatigués de toute l'instabilité et de l'insécurité en général ? Un nouveau virus provoquant des blocages imprévisibles n'est que le dernier d'une série d'événements qui nous tombent dessus : crachs financiers, ouragans, inondations ou vagues de chaleur. Peut-être que la vraie tragédie n'est pas l'existence de ces catastrophes, mais que nous avons en fait une assez bonne idée de leur provenance, des personnes qui en sont en grande partie responsables, des alternatives possibles... et pourtant, nous ne changeons pas de cap. La question la plus difficile demeure : qu'avons-nous fait, une fois que nous étions au courant ?

Au sein de l'European Environmental Bureau (EEB), nous voulons apporter des réponses, y compris des idées qui vont au-delà des habitudes. Nous avons été les gardiens de l'élaboration des politiques environnementales en Europe pendant près d'un demi-siècle. Nous sommes connus comme les défenseurs d'une protection de l'environnement forte dans un vaste éventail de politiques publiques, et nombre de nos membres, de nos sympathisants et de notre personnel, se trouvent également dans la rue, manifestant avec les jeunes d'Europe en criant : ' Changeons le système, pas le climat '. Un changement systémique est possible et nécessaire. Il est même juste de dire que, depuis 1945, l'heure de la reconstruction de la société n'a jamais été aussi propice. Comme si, à travers la crise, nous pouvions enfin concevoir un ordre mondial alternatif, et comprendre que nous pouvons passer de la peur à l'espoir, que la grande guérison peut commencer. Seulement si nous travaillons ensemble.

Cette publication va au-delà du travail politique quotidien que nous effectuons. Nous ne pouvons tout simplement pas rester silencieux sur les causes les plus profondes des phénomènes observés en

Europe : du chaos climatique à un déficit démocratique croissant, en passant par la dissémination de 'produits chimiques éternels' et une philosophie autodestructrice de croissance perpétuelle. Aujourd'hui, nous ne pouvons plus garder le silence sur certains vieux machos au pouvoir qui, en faisant croire qu'ils dominent la situation, ont une large part de responsabilité à la fois des morts du coronavirus et de la destruction de notre environnement.

Si nous ne relevons pas ce plus grand défi, alors l'humanité chutera plus bas que la plupart d'entre nous n'osent l'imaginer. Pourtant, beaucoup n'osent pas non plus imaginer le changement systémique nécessaire, craignant qu'il soit au-dessus de nos moyens pour être réaliste et réalisable. Avant de pouvoir redonner vie à la nature, nous devons redonner vie à notre imagination. Notre réflexion doit se déployer, devenir plus généreuse, plus collective pour nous sortir de ce véritable pétrin.

Nous ne pouvons pas revenir à la 'normale', parce que la 'vieille normalité' a été brisée. Il n'y a rien de 'normal' à propos d'une croissance infinie sur une planète finie avec des ressources limitées. Pour quiconque comprend le fonctionnement de base du monde naturel, il est évident que cette 'Grande Accélération', comme l'appellent les systémiciens, nous mène droit dans le mur, avec une catastrophe climatique déjà en cours, la 6ème extinction de masse et des conflits pour les ressources naturelles qui se multiplient rapidement. Mais la norme néolibérale n'est pas une loi de la nature. Nous sommes persuadés que l'humanité et la planète peuvent prospérer ensemble.

La réponse des gouvernements à la crise du coronavirus montre que les arrangements politiques et les accords commerciaux ne sont pas gravés dans le marbre. Ils peuvent changer radicalement et très rapidement. Mais le contrôle de crise centralisé et descendant ne peut pas remplacer un processus de changement systémique, nécessairement plus ascendant. Le changement n'est pas seulement une question de justice pour les marginalisés, aussi important que cela soit en soi. Le changement consiste également à mettre fin à l'autodestruction de l'espèce humaine. Nous avons besoin

d'écosystèmes sains et de personnes en bonne santé pour survivre et prospérer en tant qu'êtres humains, c'est aussi simple que cela.

L'humanité a maintenant une rare opportunité de réorganiser la façon dont nous, les humains, nous nous relierons au reste du monde naturel - et les uns avec les autres. La myriade d'interactions et de connexions entre les cultures, les économies, le cadre de vie et leur évolution dans le temps ont été trop longtemps négligées ou minimisées. Certains universitaires pensent que nous avons une chance sur six de voir l'éradication de l'espèce humaine en ce XXI^{ème} siècle. A ce rythme, l'humanité tout entière joue à la roulette russe : il est temps de décharger l'arme pointée sur nous.

Ce qui suit est un essai personnel sur la façon dont la pandémie s'est déroulée et à quoi pourraient ressembler les progrès post-pandémiques, si nous libérons notre imagination. Après avoir suivi le voyage du virus dans la partie 1 de ce livre, nous continuerons notre voyage dans la partie 2 vers certaines des solutions les plus radicales, les seules capables de réduire les risques futurs de pandémie et de nous aider à guérir.



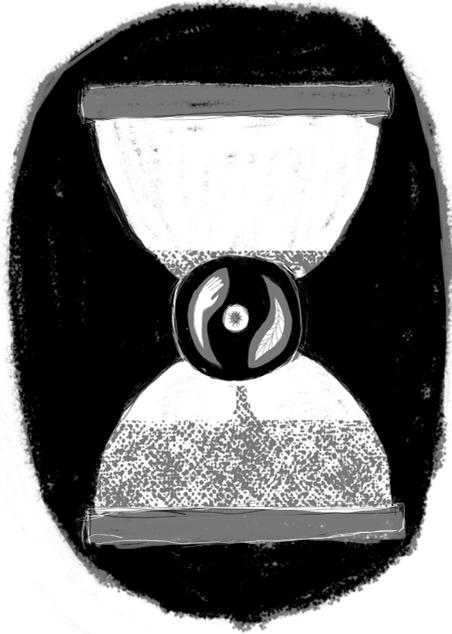
A propos de ce livre

Bien que de nombreux membres du personnel de l'EEB et certains membres de l'EEB aient été consultés, ce texte ne prétend pas refléter leurs opinions.

'Virage à 180°' diffère des publications plus traditionnelles de l'EEB car il ne s'agit ni d'un rapport ni d'un document de position. Il s'agit plutôt d'une réflexion personnelle, d'un long éditorial, écrit dans un style plus informel, visant à susciter la réflexion et à inspirer. Les opinions exprimées dans cet article ne correspondent pas nécessairement à une position officielle de l'EEB ou à celle de ses membres et doivent être considérées comme appartenant exclusivement à l'auteur, Nick Meynen.

Nick Meynen est l'agent principal des politiques de l'EEB pour la transition économique et a soutenu le travail des membres de l'EEB sur ce sujet depuis qu'il a rejoint l'équipe en 2018. Nick combine son travail sur le changement systémique avec ses activités en tant qu'auteur, conférencier, activiste et expert en Belgique, où il publie régulièrement des articles d'opinion dans différents médias grand public. L'un de ses quatre livres a également été traduit en anglais et est devenu un succès parmi les jeunes militants pour le climat : 'Frontlines. Histoires de justice environnementale mondiale'. Le présent livre est une version actualisée, augmentée et remaniée de l'original néerlandais 'De val van Icarus. Het virus als kantelpunt'.

Si vous détenez une copie papier : tous les mots marqués en gras sont des hyperliens vers des sources. Vous pouvez accéder à ces liens via la version en ligne du livre.



PARTIE 1

Prévenir les pandémies, protéger la nature

Le mythe d'Icare peut nous aider à comprendre à quel point de l'histoire nous sommes. Dans la mythologie grecque antique, Icare et son père utilisaient des ailes faites de plumes et de cire pour s'échapper d'une île. L'histoire raconte qu'Icare avait été averti de ne pas voler trop près du soleil, sa chaleur risquant de faire fondre la cire. Mais par orgueil, Icare a volé toujours plus haut jusqu'à provoquer sa chute. Ainsi Icare est souvent représenté comme le symbole d'une confiance en soi excessive, d'une ambition démesurée et de l'insouciance qui précèdent la chute. Certaines personnes ont ainsi emmené toute l'humanité dans un voyage très similaire à celui d'Icare. Nous sommes tombés assez durement, mais la grande majorité d'entre nous a survécu et aujourd'hui, nous nous relevons.

Il est tentant de considérer cette pandémie comme un ' mauvais karma ' ou comme ' une vengeance de Mère Nature ' - après tout, ce virus a réussi à passer des animaux aux humains pour ensuite traiter l'humanité comme l'humanité a traité les animaux et leurs habitats : avec violence et sans pitié. Mais bien que tentante, cette logique est erronée. Tout le monde n'est pas également nuisible aux animaux ou au reste de la nature, loin de là. Les conséquences des choix faits par certains humains façonnent cette histoire bien plus qu'ils ne l'admettront ou ne voudront le comprendre. Aucune théorie du complot n'est nécessaire pour conclure qu'un petit groupe d'humains est particulièrement responsable de la création d'un grand nombre des conditions qui ont abouti à la situation actuelle, aux facteurs permettant à ce virus de prospérer, que ce petit groupe ait agi sciemment ou non. Nous devons analyser les causes de cette pandémie et proposer les moyens permettant d'éviter plus de misère, en réparant les liens rompus entre l'humanité et le reste du monde vivant.

Nous devons d'abord retracer les liens entre la pandémie du coronavirus et la guerre en cours contre la nature, qui à son tour est un effet secondaire direct d'un système économique qui profite toujours plus à certains aux dépens d'une majorité de l'humanité. Si nous ne retraçons pas ces liens, c'est que nous commençons déjà à

Partie 1 - Prévenir les pandémies, protéger la nature

subventionner la prochaine pandémie avec l'argent distribué pour la 'reprise' de l'actuelle. Avant de parler de changement systémique, quelles sont nos erreurs systémiques ?





La guerre contre le vivant

Les forêts tropicales humides sont grouillantes de vie, leurs équilibres biologiques semblent parfaits mais sont fragilisés. La destruction des forêts tropicales a des impacts qui vont bien au-delà de leurs frontières, causant des ravages climatiques et tuant des organismes vivants. Ironie du sort, cette destruction entraîne probablement la disparition de remèdes potentiels que les espèces naturelles renferment.

Pourtant, nous aurons bien besoin de remèdes, maintenant que nous savons que les attaques contre les écosystèmes créent des conditions parfaites pour que de nouveaux virus comme le SARS-CoV-2 passent des animaux aux humains. Ce n'est que le dernier cas d'une longue lignée de transmissions, avec des prédécesseurs notables : SARS, VIH, Ebola, grippe aviaire Les scientifiques sont convaincus : les pandémies dont l'origine réside soit dans la consommation d'espèces sauvages, soit dans la proximité croissante des humains avec la faune en raison de la destruction des espaces naturels, deviendront plus fréquentes dans un proche avenir. Ils ont déjà remarqué que le nombre et la diversité des épidémies ont

augmenté au cours des 30 dernières années. La façon dont nous traitons la faune sauvage et ses habitats naturels n'a pas seulement créé un événement de type 'black swan', un cataclysme imprévisible qui bouleverse toutes nos habitudes, elle nous a propulsés directement dans l'ère de la pandémie. La relation entre la guerre contre la faune et les pandémies qui en résultent illustre l'urgence de donner la priorité au concept de santé planétaire, ou 'One Health'. La santé planétaire est un domaine universitaire qui étudie les impacts sur la santé humaine des perturbations anthropiques des systèmes naturels. Le plus surprenant dans ce concept est peut-être le temps qu'il a fallu à l'humanité pour le considérer comme un champ d'étude pertinent.

Les scientifiques montrent qu'en tuant trop d'animaux et en vandalisant les écosystèmes de ceux qui restent, la biodiversité décline rapidement. Selon le dernier Rapport Planète Vivante 2020 de WWF, la taille des populations animales suivie sur 46 ans (1970-2016) a diminué de 68 % en moyenne. Les animaux qui ont survécu sont littéralement stressés par notre comportement, ce qui à son tour augmente le risque que des virus comme le SARS-CoV-2 se transmettent des animaux rescapés et stressés aux humains. L'une après l'autre, les études scientifiques montrent que si nous voulons diminuer les transmissions de virus de l'animal à l'Homme, nous ferions mieux de laisser tranquilles les chauves-souris et les pangolins de ce monde.

Chasser les chasseurs

Certains disent que nous devrions simplement mettre un terme à tout commerce illégal d'espèces sauvages pour éviter de futures épidémies. Cela aiderait également à ralentir la perte de biodiversité mondiale qui est une urgence absolue : selon les scientifiques, nous sommes déjà au milieu d'une 6ème extinction de masse. D'autres plaident en faveur d'une interdiction de tous les marchés humides — lieux de vente d'animaux vivants, sauvages et domestiques — et de

l'utilisation d'animaux sauvages en médecine traditionnelle. Bien que de tels objectifs soient louables, une coalition nous a mis en garde contre des restrictions trop simplistes et aveugles sur ces marchés humides, qui pourraient exacerber la pauvreté et les inégalités, entraînant très probablement la mort d'un nombre encore plus grand d'animaux sauvages. Il n'existe pas de solution simple.

Il est indéniable que le trafic d'espèces sauvages est un crime environnemental grave reconnu par l'Organisation de Nations Unies (ONU), l'Union Européenne (UE) et les 183 gouvernements nationaux qui ont ratifié la convention CITES. Pourtant, l'UE est au moins complice de la croissance du trafic illégal d'espèces sauvages.

Du bouc émissaire à l'introspection

Il aurait été commode pour nous, Européens, de simplement imputer la pandémie à ceux qui chassent et commercialisent des espèces sauvages dans d'autres parties du monde. Alors que l'Européen moyen n'a pas à chasser les animaux pour survivre, et n'est généralement pas impliqué dans le commerce d'espèces sauvages illégales, nous contribuons tous, à des degrés divers, à la perte d'habitats dans le monde. La guerre systémique contre la nature se niche dans ce que nous mangeons, ce que nous achetons, où nous vivons et comment nous nous déplaçons. Les données sur les empreintes écologiques des modes de vie sont très claires : l'Européen moyen mène une vie bien plus néfaste pour l'environnement que celle, par exemple, d'un cueilleur-chasseur dans une communauté traditionnelle. Cela dit, cette moyenne masque les grandes différences qui existent entre les modes de vie des différents Européens.

La guerre contre la nature est insidieuse : malgré sa visibilité limitée, elle est systémique, envahissante et se déroule à grande échelle. Hubert Reeves, le célèbre astrophysicien qui est également président d'honneur d'Humanité et Biodiversité (association membre de FNE donc de l'EEB), résume cette situation en un cri d'alarme : " Nous menons une véritable guerre contre la nature. Si nous gagnons, nous

sommes perdus !”. Il devient de plus en plus évident que l’agriculture non durable, l’exploitation forestière industrielle, l’étalement urbain, la pollution et la crise climatique ne menacent pas seulement les espèces et les habitats même déjà ‘protégés’ par notre droit de l’environnement - mais menacent également notre propre existence, c’est-à-dire celle de l’homo sapiens. Nous n’avons même pas besoin de chercher aussi loin que les forêts tropicales humides pour constater la perte d’habitats naturels et de biodiversité. Elle se passe juste devant nos portes, en ce moment.

L’une des experts en biodiversité de l’EEB, Laura Hildt, prévi
que nous devons lutter contre la destruction de la nature si nous
voulons faire face efficacement aux pandémies : “ La situation
déplorable des habitats et des espèces en Europe, où plus de **80 %**
des habitats protégés sont reconnus comme étant en mauvais état,
peut soudainement sembler plus tangible et réel ”. Elle ajoute que la
biodiversité ne concerne pas seulement les oiseaux et les insectes,
mais aussi la survie et, idéalement, la prospérité de l’espèce humaine.

L’ONU et l’Organisation de la Santé Mondiale (OMS) ont établi sans
équivoque un lien entre les pandémies et les perturbations humaines
des équilibres délicats de la nature. Les experts de La Plateforme
Intergouvernementale Scientifique et Politique sur la Biodiversité et
les Services Écosystémiques (IPBES) ont été encore plus directs :
“ La pandémie de coronavirus sera probablement suivie d’épidémies
encore plus meurtrières et destructrices, à moins que leur cause
première – la destruction généralisée du monde naturel – ne soit
rapidement stoppée ”. Ils soulignent que “ les causes sous-jacentes
des pandémies sont les mêmes changements environnementaux
mondiaux qui entraînent la perte de biodiversité et le changement
climatique ” et que “ la déforestation, l’expansion incontrôlée de
l’agriculture, l’agriculture intensive, l’exploitation minière et le
développement des infrastructures, [...] ont créé une combinaison
idéale pour la propagation des maladies ”.

Partie 1 - La guerre contre le vivant

D'autres experts confirment : "la déforestation aide les virus mortels à passer des animaux aux humains". C'est là que l'histoire de la pandémie commence à nous concerner. Lorsque le système qui nous protégeait naturellement est saboté, l'essor de certains agents pathogènes est facilité. Nous devons faire face à une vérité dérangeante : la voie de cette pandémie a été préparée par les interactions humaines défavorables à la nature. Et nous sommes sur le point de recommencer, à moins que nous ne transformions radicalement nos systèmes politiques et économiques pour donner la priorité à la santé planétaire.

De l'Au (or) au Zn (zinc) et de l'arbre au sol, Frontlines : Stories of Global Environmental Justice explore les rouages de toutes les extractions terrestres. En un mot, nous prenons plus que ce dont nous avons besoin, plus que ce que nous pouvons nous permettre et le plus souvent sans le consentement des populations les plus touchées par nos actions. Les tonnages prélevés augmentent beaucoup plus vite que la population mondiale. Mais tout ce discours sur le 'nous' cache des divisions entre classes sociales beaucoup plus complexes et inquiétantes, ainsi qu'un déséquilibre extrême entre les différentes régions du monde. Il cache la violence qui accompagne l'extraction, de la guerre chimique souterraine à la 'guerre hors sol' pour extraire notre carburant de la terre, sans se soucier de ceux qui cherchent à respecter et à préserver nos ressources naturelles, nos défenseurs de la terre. Les inégalités et les injustices augmentent et sont aussi de plus en plus cachées. La première étape pour résoudre un problème est de reconnaître qu'il existe. Arrêtons-nous donc une minute et réfléchissons à ce que recouvre le 'nous' dans cette histoire.

En juin 2020, un article de Nature attirait l'attention sur une question épineuse dont peu osent parler:

“ Depuis plus d'un demi-siècle, la croissance mondiale de la richesse a continuellement augmenté l'utilisation des ressources et les émissions de polluants, beaucoup plus rapidement que celles-ci n'ont été réduites grâce à une meilleure technologie. Les citoyens aisés du monde sont

Partie 1 - La guerre contre le vivant

responsables de la plupart des impacts environnementaux et sont au cœur de toute perspective future de retour vers des conditions environnementales plus sûres. "

L'humanité n'est pas seulement confrontée à l'extrême pauvreté, elle a aussi un grave problème d'extrême richesse. C'est notamment l'impact des extrêmement riches sur l'environnement qui explique le chaos climatique, lequel frappe particulièrement les plus pauvres de ce monde.

Les conséquences de l'extrême richesse apparaissent trop souvent comme un sujet trop ' radical ' pour être discuté franchement - c'est loin d'être politiquement correct. Ou peut-être est-ce simplement considéré comme une question 'de gauche' et l'introduire dans le débat environnemental pourrait s'avérer contre-productif, mettant en danger les opportunités de financement. Mais il s'agit d'un problème environnemental réel, mesuré et croissant. Nous devons en être conscients.

Alors qu'il est grand temps de se concentrer sur les plus riches, il est essentiel de préciser également que tout n'est pas simplement de leur faute. Bien sûr, le problème va bien au-delà du mode de vie des personnes les plus riches et même le consommateur moyen est souvent induit en erreur : les étiquettes peuvent mentir, masquant la réalité d'une chaîne d'approvisionnement mondiale non durable, qui peut être ainsi résumée : ' extraire-produire-user-jeter '. La plupart des pollutions, liées à l'extraction et à la production, qui vont de pair avec la satisfaction de nos demandes de matériaux, ont été sous-traitées dans des pays où les impacts sur la santé et même les décès résultant des extractions et de la fabrication polluantes coûtent moins cher à ces industries. Après tout, comme en témoigne un tristement célèbre mémo de la Banque Mondiale, paru dès 1991, la logique néolibérale semble établir " qu'une quantité donnée de pollution nuisible à la santé devrait être effectuée dans le pays avec le coût le plus bas, qui sera le pays avec les salaires les plus bas. La logique économique derrière le déversement d'une décharge de déchets toxiques dans le pays aux salaires les plus bas est irréfutable ".

Partie 1 - La guerre contre le vivant

Il s'agit d'une stratégie assumée donc depuis des décennies pour externaliser, et donc masquer, les dommages causés à la nature et aux travailleurs impliqués dans ces activités économiques. Ces activités génèrent d'immenses profits pour les multinationales et les entreprises, principalement originaires de pays riches et détenues par une petite élite, qui vendent leurs produits à des consommateurs qui aiment les promotions et autres bonnes affaires.

Exporter la pollution vers des pays ' sous-pollués ', comme les nommait le même mémo interne de la Banque Mondiale et exploiter leurs ressources à une échelle sans précédent est le fondement du ' succès ' économique de l'après-guerre des grandes puissances.

Les communautés de chasseurs-cueilleurs dans les forêts tropicales humides constituent un bouc émissaire commode, mais ce ne sont pourtant pas les peuples autochtones d'Inde, d'Indonésie ou d'autres parties du monde qui détruisent l'habitat de la faune qui pourrait être porteur d'un virus tueur. La réalité est qu'il existe des intérêts particuliers en jeu avec des acteurs économiques et des actionnaires incroyablement puissants qui profitent de l'augmentation du flux de ressources et d'objets manufacturés qui se retrouvent aux 4 coins du monde. Les décideurs politiques sont amenés à croire que subventionner la coupe d'arbres ou les projets de combustibles fossiles est la bonne chose à faire, poussant ainsi la planète vers un point de bascule dangereux.

Bien que les décisions puissent être inversées et que les acteurs économiques puissent être amenés à se conformer à des règles sociales et environnementales plus strictes, lorsque les gouvernements et les entreprises ne font pas ce qu'il faut, le consommateur a toujours le pouvoir d'influencer la demande.

Toutefois, il ne suffira pas que quelques-uns d'entre nous achètent des pousses de bambou en mode greenwashing auprès d'un label qui garantit qu'aucun panda n'a été blessé au cours du processus de production ...

Les étiquettes peuvent nous endormir dans un faux sentiment de

sécurité, nous donnant bonne conscience en faisant 'une bonne action' pour la planète. De temps en temps, cependant, des scandales éclatent et nous nous demandons à quel point notre choix de produits soi-disant durables a vraiment changé la donne. Pourtant, peut-on vraiment parler de durabilité lorsque le papier toilette que nous achetons provient de forêts anciennes coupées à blanc, comme c'est le cas dans certaines forêts russes en production certifiée ? Après avoir étudié le cas russe, treize scientifiques ont écrit que " la certification FSC ne montre aucune amélioration écologique significative dans la gestion forestière ". Qu'en est-il de cette huile de palme certifiée durable, pouvons-nous être certains que la chaîne d'approvisionnement respecte scrupuleusement les normes environnementales et éthiques que la certification est censée définir ? Les consommateurs qui comptent sur les labels ont droit à la transparence et à la vérité – c'est pourquoi seuls les systèmes de labellisation basés sur des systèmes de certification solides et rigoureusement réglementés reflétant les meilleures pratiques environnementales devraient avoir le droit d'exister. Les entreprises ont l'obligation de veiller à ce que leurs chaînes d'approvisionnement respectent l'équilibre fragile de notre planète et les droits humains. Et les gouvernements ont le devoir envers nous tous de veiller à ce que les bonnes politiques soient mises en place et que les pollueurs soient tenus de rendre des comptes. Dans certains cas, il vaut mieux interdire un produit ou une pratique plutôt que de l'étiqueter.

Ce ne sont pas les consommateurs conscients mais les peuples autochtones méconnus qui sont ici les vrais héros. Des recherches basées sur 2743 conflits environnementaux dans le monde ont pu démontrer que ce sont les peuples autochtones qui résistent le plus face à la véritable guerre menée contre la nature par un système économique fondé sur l'expansion perpétuelle. Bien qu'ils emploient des moyens largement non violents pour défendre les systèmes naturels contre la destruction, ils sont deux fois plus susceptibles d'être confrontés à la criminalisation et à la violence, en plus de perdre leur domicile et leurs moyens de subsistance.

Partie 1 - La guerre contre le vivant

Les peuples autochtones constituent notre première ligne de défense. Et ils sont massacrés les premiers par un système économique dont l'objectif absurde est de faire croître le PIB à tout prix. Ils sont aussi notre rempart de défense dans la guerre en cours contre la faune. La pandémie doit être un rappel : protégeons les protecteurs.



Une conquête du monde en vitesse de croisière

Continuons le voyage que le virus SARS-CoV-2 a fait après la transmission d'un animal à quelques êtres humains en Chine. Bien qu'il y ait des doutes sur les origines exactes de ce coronavirus particulier, il n'y a aucun doute sur son premier tour de piste, juste avant sa grande tournée mondiale. Pour son échauffement, le coronavirus est parti en croisière.

Les navires de croisière sont en effet des incubateurs idéaux. L'Université Johns Hopkins a initialement répertorié le paquebot de croisière Diamond Princess pour ses cas de COVID-19 aux côtés des pays touchés, en raison du grand nombre d'infections sur le navire (621). Les navires de croisière sont connus pour propager des maladies infectieuses en général. C'est un environnement parfait pour faciliter la transmission, avec des buffets et des activités en grands groupes dans de petits espaces. En Australie, la principale inquiétude de ceux qui essayaient de contenir la pandémie étaient les touristes qui descendaient des paquebots de croisière. La décision de

Partie 1 - Une conquête du monde en vitesse de croisière

garder tout le monde confiné sur ces navires a transformé les palais flottants en prisons pandémiques. La conquête du monde par le coronavirus s'est produite en vitesse de croisière.

Le coronavirus n'est que le dernier d'une liste croissante de coûts pour la société engendrés par cette industrie des loisirs. Ce n'est pas non plus la première fois que cette catégorie de navires fait l'objet de critiques argumentées. De Venise à Kiel et de Marseille à Anvers, les populations ont mené des actions directes contre les paquebots de croisière bien avant l'arrivée du coronavirus en ville. Réfléchissons un instant à ce qu'ils représentent.

Les paquebots de croisière sont dans une catégorie à part, non seulement par la taille des bateaux, mais aussi par l'ampleur des problèmes environnementaux, sociaux et pandémiques qu'ils provoquent. Pour commencer, ils peuvent utiliser du 'fuel lourd', très riche en soufre et en particules fines. James Corbett de l'Université du Delaware, une autorité mondiale sur les émissions des navires, estime le nombre de morts dans le monde du fait des émissions des navires à 60 000 victimes par an, dont 27 000 Européens. En Europe, les paquebots de croisière émettent à eux seuls dix fois plus de dioxyde de soufre que toutes les voitures européennes réunies. Ajoutez à cela leur part croissante dans les émissions de gaz à effet de serre, sans mesure efficace pour réguler l'impact climatique de ce secteur. Toutes les conférences sur le climat sont accompagnées de deux jokers majeurs : une exception pour le transport aérien et une autre pour le transport maritime.

Et il n'y a pas que les émissions. Le démantèlement de navires est l'une des industries les plus dangereuses sur Terre, selon l'Organisation Internationale du Travail. Certains des paquebots de croisière touchés par le coronavirus ont été envoyés en Inde où ils ont été mis au rebut, découpés directement sur une plage à l'aide de chalumeaux, sans véritable protection pour les travailleurs et l'environnement. Travailler sur un bateau de croisière se rapproche souvent d'une forme moderne d'esclavage. Bien après que tous les passagers aient quitté les navires de croisière contaminés par

Partie 1 - Une conquête du monde en vitesse de croisière

le coronavirus, environ 100 000 membres du personnel étaient toujours bloqués à bord, dans de nombreux cas sans salaire et sans aucun moyen de communication.

Les paquebots de croisière sont comme des fléaux pour les villes qui les accueillent. D'Anvers à Venise, ils déversent des milliers de touristes dans leurs rues étroites, sans que l'économie locale en profite, car le modèle commercial de ces navires a été conçu pour que le shopping, la restauration, et bien sûr les nuitées soient réalisés à bord. Il ne reste plus que les désavantages pour la plupart des citoyens, sans contrepartie. À bien des égards, il s'agit d'une illustration au niveau micro des conséquences d'une croissance soi-disant illimitée .

Les propriétaires de paquebots de croisière exploitent le plus souvent les travailleurs et les plus beaux paysages du littoral, aspirent les subventions publiques, fournissent une boîte de Pétri parfaite pour les pandémies et stockent leur butin en toute sécurité dans des paradis fiscaux comme le Panama. L'industrie des croisières est comme un microcosme qui illustre tous les méfaits du système capitaliste.

Et si, pour la majorité des personnes qui ne pratiquent pas la croisière, la pandémie était le catalyseur qui remettait enfin tout ce secteur des croisières à quai ? En termes clairs, les coûts combinés pour la société de la pollution de l'air, de la pollution de l'eau, de la surpopulation urbaine, de l'exploitation des travailleurs et de son rôle potentiel d'incubateur de virus sont-ils suffisamment faibles pour justifier l'existence même de cette industrie du plaisir pour les avantages des quelques-uns qui peuvent se le permettre ? Si la réponse est non, alors la question suivante en découle : l'industrie peut-elle être réformée par une réglementation stricte ? Existe-t-il un bateau de croisière durable ? Avons-nous besoin d'une intervention gouvernementale audacieuse pour réglementer ce qui est inutile et nuisible ?

Ces questions peuvent et doivent être posées pour d'autres activités

économiques. Le problème est que nous écartons souvent ces questions plus difficiles. Le principe selon lequel pour un avenir sans pollution, certaines industries (par exemple l'industrie du charbon) devraient être progressivement supprimées est désormais largement accepté, tout comme la nécessité d'assurer une 'transition juste' pour permettre à ceux qui y travaillent de voir leur emploi évoluer- mais cette approche ne devrait-elle pas être étendue à d'autres industries manifestement non durables en aval, telle celle du nucléaire ?

Être aéroporté, dans tous les sens du terme

Bien sûr, les virus n'ont pas seulement été transportés par les paquebots de croisière. Dans une étude, les chercheurs ont pu retracer la source de 59 infections en Irlande en provenance d'un seul événement : un vol aérien. Ils ont pu prouver ce que tout le monde ressentait intuitivement : dans un environnement clos avec climatisation, tout le monde est une cible facile.

Ni les bateaux de croisière, ni les avions ne peuvent être tenus pour responsables de tout. Mais leurs rôles respectifs dans la propagation du virus et le chaos climatique ne sont pas à prendre à la légère. Il y a un siècle, il fallait environ deux mois à la grippe espagnole pour passer d'un continent (les États-Unis) à l'autre (l'Europe). Il lui fallait encore deux mois pour se propager par voie terrestre en Asie. La grippe espagnole voyageait en bateau et à cheval. En revanche, le SARS-CoV-2 était aéroporté et traversait mers et continents, avant même que nous sachions qu'il existait. Il nous a fallu quelques mois pour comprendre que le virus était déjà en France et en Italie dès la fin de l'année 2019. La montée en flèche du nombre de vols effectués par des humains est un vecteur de super-propagation. La liberté de voler a un effet secondaire indésirable : elle a rendu l'ensemble de l'humanité beaucoup plus vulnérable aux pandémies.

Ce qui se passe à Wuhan ne reste pas à Wuhan. Alors que les virologues débattaient pendant des mois pour savoir si le dernier coronavirus était ou non aéroporté, il sillonnait déjà nos cieux.

Partie 1 - Une conquête du monde en vitesse de croisière

L'industrie du textile et du cuir du nord de l'Italie est en grande partie aux mains de personnes d'origine chinoise. On estime que 100 000 Chinois vivent dans cette région, il y a même des vols directs de Wuhan à Rome. Tout cela nous rappelle le vieux cliché selon lequel le monde est un village. Les frontières nationales sont de moins en moins utiles pour comprendre le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui. Des pandémies au changement climatique, les défis auxquels nous sommes confrontés sont de nature mondiale et nécessitent une collaboration mondiale. Nous devons commencer à agir en conséquence. Notre organisation politique collective n'a pas suivi la mondialisation des défis auxquels l'humanité est aujourd'hui confrontée. Il est temps de rattraper ce retard.

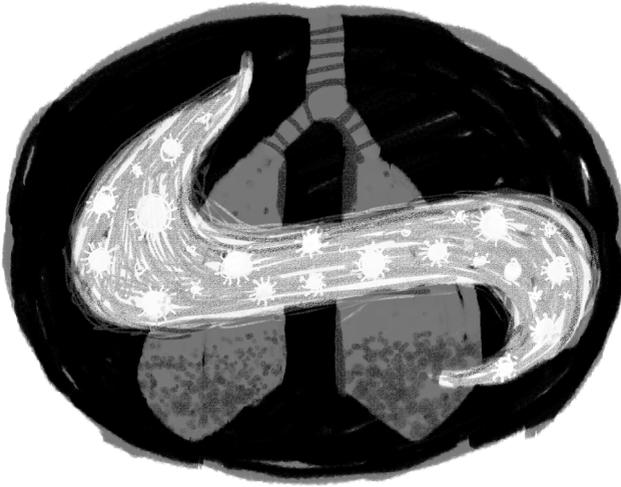
Le temps a plus de valeur que l'argent. Le temps c'est la vie. Des millions de vies peuvent être sauvées si on arrive à réduire la vitesse de propagation d'un virus. Car il faut du temps pour produire et distribuer du matériel médical, développer des remèdes et un vaccin. L'augmentation exponentielle du nombre de kilomètres parcourus en avion au cours des dernières décennies a produit un effet secondaire imperceptible pour la plupart : en nous donnant des ailes et un grand sentiment de liberté, elle nous a rendus plus vulnérables.

La vitesse à laquelle les pandémies peuvent désormais se propager est du jamais vu dans l'histoire de l'humanité. Et, comme pour les navires de croisière, la pandémie n'est pas le seul problème à l'horizon. L'industrie aéronautique bénéficie de milliards de subventions publiques. Son évasion fiscale est vertigineuse, l'exploitation des travailleurs et les dommages environnementaux locaux et planétaires sont massifs et persistants. Il y a plus de 1 200 projets d'infrastructures aéroportuaires en préparation et une sélection des conflits qui les entourent a été cartographiée par le réseau Stay Grounded. Comme pour les navires de croisière, l'inégalité carbone est tout simplement stupéfiante : 1% des personnes sont à l'origine de la moitié des émissions mondiales de l'aviation. Ces deux exemples illustrent le propos sur la richesse exprimé dans la revue Nature, une publication scientifique évaluée par des pairs, par des

scientifiques internationaux.

Bien sûr, le soi-disant ' marché libre ' nous a offert des vols bon marché, accessibles à tous mais qui restent extrêmement dommageables pour l'environnement. Lorsqu'on leur pose la question, la plupart des Européens semblent penser que ces vols devraient être interdits. Le ' marché libre ' nous a offert de plus en plus d'options pour parcourir la planète dans tous les sens, comme si on vivait gratuitement et que la technologie pouvait résoudre tous nos problèmes. Mais il n'y a rien de gratuit. Le coronavirus a cloué au sol les avions et l'idée même que la géographie, les distances et les externalités appartenaient au passé. Cela peut sembler étrange à ceux qui ne vivent que dans un monde numérique, mais il y a encore des impacts concrets de l'aviation, comme le terrain mobilisé pour les infrastructures, l'énergie nécessaire pour les trajets aériens et le bilan carbone global. Et pourquoi est-ce que certaines personnes devraient être autorisées à engloutir la part du budget carbone de la grande majorité ?

Les navires de croisière peuvent être supprimés plus facilement que les avions. Mais on peut néanmoins rendre l'accès aux vols aériens radicalement plus équitable. Nous partagerons quelques propositions plus loin.



Dommages respiratoires à vie

Le fait que le COVID-19 soit une maladie qui attaque nos poumons a conduit un groupe de scientifiques à mieux comprendre pourquoi les impacts du COVID-19 sont si différents, selon la provenance géographique des données. Tout en cherchant à expliquer pourquoi le taux de mortalité avait atteint 12% dans le nord de l'Italie et seulement environ 4,5% dans le reste du pays, ils ont trouvé une corrélation possible entre une pollution atmosphérique élevée et une mortalité élevée dans deux des régions les plus touchées au nord de l'Italie. Le même lien a été suggéré aux États-Unis, où les patients atteints de coronavirus se sont avérés plus susceptibles de mourir de l'infection dans des zones à haut niveau de pollution de l'air que les patients dans des régions plus saines du pays. De même, les scientifiques qui ont analysé l'épidémie de coronavirus SARS en Chine en 2003 ont découvert que les personnes infectées qui vivaient dans les zones les plus atteintes par la pollution de l'air étaient deux fois plus susceptibles de mourir que dans les autres territoires moins pollués. En d'autres termes, les personnes ayant des poumons en bonne santé ont de meilleures chances de survivre à la pandémie.

C'est aussi simple que cela : l'exposition à long terme à l'air toxique compromet notre santé et nous rend plus vulnérables aux pandémies, dont le COVID-19. Il n'a fallu que six mois aux scientifiques pour confirmer cette intuition avec des preuves convaincantes : il y a bien des augmentations significatives des infections au COVID-19, plus d'hospitalisations et de décès dans les zones à forte pollution atmosphérique.

Les habitants des régions du monde les plus polluées sont comme des animaux blessés, exposés à une armée de nouveaux prédateurs. En Belgique, un petit pays de seulement 11 millions d'habitants, une personne en moyenne meurt de la pollution de l'air toutes les heures. Les constats sont les mêmes en France où une étude officielle évalue à 47 000 le nombre annuel moyen de décès attribuables à la pollution de l'air. Nos poumons étaient déjà endommagés et donc vulnérables, avant même que le coronavirus ne les vise.

Mais encore une fois, le terme ' nous ' doit être nuancé. Aux États-Unis et au Royaume-Uni, il s'est avéré que les personnes de couleur étaient plus exposées à la pollution de l'air que les blancs. C'est peut être l'un des nombreux facteurs expliquant pourquoi, par exemple, aux États-Unis, beaucoup plus de Noirs meurent de COVID-19 que de Blancs. Nous sommes tous dans le même bateau, mais il est clair que nous ne voyageons pas tous dans la même classe.

Par un étrange retournement de situation, les réactions rapides et audacieuses de certains gouvernements pourraient avoir entraîné une diminution du nombre de décès. Même s'il est difficile d'obtenir des données fiables en provenance de la Chine, un expert a affirmé que des dizaines de milliers de décès prématurés dus à la pollution de l'air ont pu être évités grâce à l'air plus pur en Chine en raison du confinement. Il convient peut-être de mentionner que dans ce pays les décès associés à une exposition à long terme aux particules fines extérieures sont estimés à environ 8 millions par an. L'air toxique tue de différentes manières, la pandémie n'étant que l'une d'entre elles.

Partie 1 - Dommages respiratoires à vie

Sans que ce soit un argument en faveur d'un confinement permanent, de nombreuses personnes ont ressenti une véritable bouffée d'oxygène pendant les périodes de confinement strictes. Et beaucoup ne veulent pas revenir aux niveaux de pollution atmosphérique d'avant le confinement. Les médias indiens parlent d'une course effrénée parmi des villageois pour photographier des chaînes de montagne de l'Himalaya, dont ils connaissaient l'existence mais qu'ils n'avaient jamais vu de toute leur vie tant la pollution les masquait. À Katmandou, la capitale du Népal, les gens étaient étonnés de pouvoir même voir le mont Everest, à 200 km de distance. À Bruxelles, le gouvernement a décidé de transformer d'autres quartiers de la ville en zones piétonnes, faisant d'une pierre deux coups : une réduction de la pollution de l'air liée à la baisse du trafic automobile et une plus grande distance entre les piétons qui pouvaient marcher sur toute la largeur des rues. Ainsi, toute personne qui respirait à Bruxelles devenait plus résistante pour faire face à la prochaine attaque virale.

De nombreuses personnes accordent une forte priorité à l'air sain, un argument convaincant en faveur de la réorganisation de l'ensemble de l'économie vers un système beaucoup, beaucoup moins polluant. Pourtant, nous avons besoin de bien meilleures mesures que ce qu'a permis un confinement strict. La pandémie doit nous inciter à assainir l'air que nous respirons.



Produits chimiques et coronavirus : meilleurs amis pour toujours ?

Une différence importante par rapport à nos grands-parents est que nous hébergeons tous en nous plusieurs centaines d'invités indésirables. Les produits chimiques industriels sont des squatters nocifs, agissant souvent comme de vrais hooligans dans notre corps, capables de nous tuer. Pire encore, beaucoup de ces voyous nous survivront pour ensuite attaquer nos enfants. Puis leurs propres enfants.

Il a fallu Mark Ruffalo en vedette dans le film hollywoodien *Dark Waters* pour attirer plus largement l'attention sur les ' produits chimiques éternels ' que sont les composés perfluorés (perfluoroalkyle et polyfluoroalkyle notamment), alias PFAS, qui eux même font partie de l'immense famille des perturbateurs

Partie 1 - Produits chimiques et coronavirus : meilleurs amis pour toujours ?

endocriniens. Avec ses partenaires, l'EEB a amené l'acteur de The Hulk au Parlement Européen pour soutenir nos efforts visant à interdire les PFAS, et a remporté une victoire partielle.

Pourtant, ces produits chimiques éternels peuvent être trouvés partout, des textiles aux ustensiles de cuisine en passant par l'eau que nous buvons. Nous parlons d'un groupe de produits chimiques qui, à des concentrations élevées, peuvent causer une foule de problèmes de santé. Les Belges l'ont appris à leurs dépens en 2021 lorsqu'une fuite suite à des accords industriels secrets a confirmé que ces produits chimiques sont effectivement nocifs et peuvent être trouvés partout. Après qu'une entreprise ait admis avoir utilisé le produit chimique dans 300 millions de contenants alimentaires, une étude a montré qu'il s'infiltrait probablement dans nos aliments. Les PFAS endommageraient notre système immunitaire et causeraient des cancers. Notre capacité à procréer est également en jeu : des pénis plus courts et une ménopause plus précoce font partie des effets secondaires négatifs des PFAS. En France, des études de santé publique commencent à nous montrer l'ampleur de l'imprégnation de la population, y compris chez les enfants.

Et ces produits chimiques éternels que nous portons en nous n'ont pas terminé leurs méfaits : les PFAS affaiblissent notre capacité à répondre aux vaccins et augmentent également la virulence des agents pathogènes. La chose la plus alarmante à propos des PFAS est peut-être leur 'pouvoir de survie', en termes plus techniques leur persistance, laquelle rend vraiment justice à leur nom de 'produits chimiques éternels' : ils s'accumulent et persistent dans notre environnement, certains pendant plus de 1 000 ans. La pollution par les PFAS est presque impossible à nettoyer une fois qu'elle pénètre dans l'environnement, ce qui inclut notre eau 'potable'.

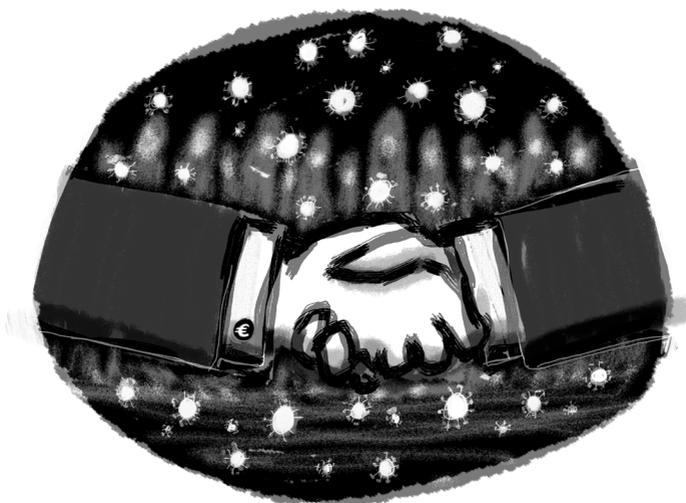
Mais ce ne sont pas seulement les produits chimiques éternels qui peuvent être liés au COVID-19. Des milliers d'études scientifiques ont été réalisées en 2020 et le constat de santé publique qui se dégage est clair : lorsqu'il est contracté, la gravité du COVID-19 dépend des conditions de santé préexistantes. Les conditions

Partie 1 - Produits chimiques et coronavirus : meilleurs amis pour toujours ?

médicales préexistantes les plus courantes associées à une maladie grave comprennent la bronchopneumopathie chronique, l'obésité, la coronaropathie et le diabète - toutes ces maladies peuvent être liées à l'exposition à des substances chimiques dangereuses, en particulier celles qui interfèrent avec le système endocrinien.

Si ces faits détestables vous inquiètent, vous êtes probablement préoccupé par la santé humaine et aimeriez voir l'humanité augmenter sa résilience face aux maladies. Pour cela, nous aurons besoin de politiques publiques qui garantissent un environnement exempt de produits toxiques. Lorsque les entreprises chimiques, après avoir externalisé sans scrupule vers des pays qui offrent une main-d'œuvre bon marché et des contraintes réglementaires minimales, tentent d'inverser la tendance en relocalisant leur production dans l'objectif d'atténuer les risques liés à leurs chaînes d'approvisionnement, ne serait-ce pas le moment de se poser ces questions difficiles ? Est-ce le bon moment dans l'histoire de l'humanité pour diffuser des innovations qui se sont avérées imparfaites ? Ne serait-ce pas le bon moment pour nettoyer les sols et l'eau, et de faire payer la facture aux pollueurs ? De leur faire payer enfin tous les coûts liés à la surveillance de la pollution et à l'application des lois sur les produits chimiques ?

Il a été dit à plusieurs reprises que la pandémie est à la fois une crise et une opportunité de changement positif. Nous ne pouvons qu'être d'accord : le temps est venu de passer des paroles aux actes et de lutter contre la menace des produits chimiques éternels.



L'infâme ' norme néolibérale '

Aux Pays-Bas, 170 scientifiques attribuent l'ampleur de cette pandémie au ' modèle néolibéral ', arguant que ce modèle nécessite une circulation toujours croissante des biens et des personnes, indépendamment de la myriade de problèmes écologiques et des inégalités croissantes qu'il provoque. Leur article est devenu viral et a démystifié le mythe selon lequel le néolibéralisme est la voie de la liberté.

Mais qu'est-ce que le néolibéralisme au juste ?

Le néolibéralisme est une idéologie erronée, un ensemble d'idées sur la façon de gérer l'économie. Il s'agit d'une stratégie visant à développer l'économie plus rapidement, et cela revient à démanteler tous les obstacles à l'expansion de l'économie de marché. Entrez

dans le monde de la privatisation, des dépenses publiques minimales, de la déréglementation et du 'libre-échange'. Pour justifier le démantèlement des protections liées à l'État-providence, des termes tels que 'austérité', 'suppression' ou 'résolution du déficit structurel' sont utilisés. Le résultat ? Nous vivons maintenant dans un monde dans lequel 18 000 milliards d'euros peuvent être ' à l'abri ' de l'impôt si vous avez assez d'argent pour payer les banquiers et conseils financiers spécialisés, mais lorsque les gens ordinaires prennent leur retraite ou tombent malades, ils sont généralement cités comme cause du déficit budgétaire.

Là où règne le néolibéralisme, les soins de santé de qualité sont principalement réservés aux riches. C'est particulièrement évident aux États-Unis, mais aussi dans les pays européens où les 'médecins du choc' néolibéral ont imposé leurs mesures d'austérité : dans un pays comme la Grèce, les dépenses de santé ont diminué de 15 % entre 2012 et 2018. Comme l'a souligné le département européen de l'Organisation Mondiale de la Santé : " Les dépenses gouvernementales en matière de prévention et de santé publique ont été réduites d'environ 13 % alors que ce secteur était déjà sous-financé en Grèce ”.

Au Royaume-Uni, le Center for the Understanding of Sustainable Prosperity a réussi à établir un lien convaincant entre la dépendance économique vis-à-vis de la croissance, les pratiques financières prédatrices et la crise dans le secteur de l'aide sociale pour adultes. Aux Pays-Bas, le nombre d'infirmières travaillant dans les hôpitaux a considérablement diminué, peu après le début du gouvernement néolibéral de Rutte en 2010. L'idée que les soins de santé ne sont qu'une activité économique comme une autre cause beaucoup de misère que nous pourrions éviter. Les sociétés transnationales prennent également en charge les soins aux personnes âgées, faisant des économies dès qu'elles le peuvent et profitant littéralement des personnes âgées et mourantes. C'est le capitalisme vautour à l'état pur.

En Italie, les soins de santé ont été régionalisés il y a des décennies

et en Lombardie, les politiciens néolibéraux n'ont pas perdu de temps à les démanteler : moins de lits d'hôpitaux, moins de services hospitaliers traitant des maladies infectieuses car jugés moins rentables, moins de médecins formés pour faire face à ces maladies et ainsi de suite. Lorsque les médecins lombards ont commencé à informer les autorités sanitaires régionales d'éventuels cas de COVID-19 en janvier 2020, ils ont été licenciés ou ignorés. Des soins de santé publics de haute qualité ont été sacrifiés sur l'autel du dieu néolibéral, la croissance du PIB.

Dans un grand nombre de pays, l'État est en recul depuis que Reagan et Thatcher ont commencé à mettre en œuvre les idées néolibérales de Milton Friedman. Chandran Nair a souligné dans The Sustainable State que l'État est l'institution sociale avec la meilleure combinaison d'autorité, de responsabilité et de légitimité pour simplement 'faire avancer les choses'. Que le dirigeant actuel de votre État soit un psychopathe ou une personne empathique et éclairée fait une différence, mais l'État, en tant qu'institution, reste indispensable, qu'on le veuille ou non. La pandémie l'a montré : en Espagne, l'État a rapidement placé les cliniques privées sous contrôle public. Au Royaume-Uni, l'État est intervenu pour reprendre les chemins de fer et assurer la circulation des trains. Quand une crise survient, nous avons besoin de l'État et même d'États renforcés qui assurent à tout moment des services publics équitables et de qualité.

On ne sait pas exactement ce que le Premier ministre Boris Johnson a voulu dire lorsqu'il a déclaré que "la société existe vraiment" après que le NHS, le système national de santé, lui a littéralement sauvé la vie. Mais il l'a dit dans le contexte de forte solidarité, où les personnes œuvraient ensemble pour combattre le coronavirus. Entendre cela de Johnson dans ce contexte était historique, comme une reconnaissance de la fin de l'ère Thatcher, le leader conservateur qui assura le transfert du néolibéralisme des États-Unis à l'Europe. En effet, sa citation la plus célèbre était " la société n'existe pas ".

Depuis des décennies, les néolibéraux jouent leur rôle de pirates des temps modernes. De façon discrète, ils continuent à chercher de

nouvelles façons de vider le plus possible les caisses de l'État, dans une succession 'd'améliorations' fiscales. Et lorsqu'une caisse de l'État finit par être vidée, la solution proposée est de réduire l'argent destiné à soigner les malades et les personnes âgées. Dans l'Union Européenne, ce double standard est bien illustré par l'attitude des Pays-Bas envers la Grèce. Les Pays-Bas sont un énorme paradis fiscal pour les entreprises qui devraient normalement payer des impôts en Grèce mais qui se soustraient à cette obligation avec une bénédiction néerlandaise. Mais lorsque la Grèce a fait faillite, les Pays-Bas ont immédiatement insisté sur l'impérative réduction des dépenses de santé.

Nous avons à peine effleuré ce qu'implique l'idéologie néolibérale et n'avons examiné que brièvement comment elle façonne nos économies, aggravant les ravages causés par les virus comme le dernier coronavirus. Mais le néolibéralisme ne concerne pas seulement les vieux, les malades ou les paradis fiscaux, il façonne la société d'une manière bien plus profonde. Selon Paul Verhaeghe, psychologue très respecté, le néolibéralisme attire les personnes ayant les caractéristiques suivantes : bavard, narcissique, menteur accompli mais sans remords, flexible, impulsif et, surtout, preneur de risques. Or les mêmes caractéristiques permettent de reconnaître un psychopathe ! Verhaeghe a établi un lien clair entre l'avancée du néolibéralisme et l'émergence de leaders de type psychopathe. Alors que les psychopathes représentent environ 1% de la population, le chiffre passerait à 20% au niveau des PDG. Réfléchissons bien à cela. Les psychopathes se moquent complètement de choses comme la perte d'habitat naturels, les 500 000 décès évitables, la concentration excessive des richesses ou les dommages que tout cela va causer à la grande majorité de la population. Il est impossible de les inciter à se préoccuper de l'environnement, car ils n'ont tout simplement pas la capacité de ressentir de l'empathie. Pour les dirigeants des industries polluantes qui, dans des pays comme les États-Unis, peuvent financer autant de campagnes politiques qu'ils le souhaitent, les psychopathes font des dirigeants parfaits. Pour le reste d'entre nous, ils sont une catastrophe.

Pensez maintenant aux scientifiques qui étudient la Terre et ses écosystèmes. Certains d'entre eux ont déclaré que les plans de relance économique massifs déployés par les gouvernements doivent être utilisés pour renforcer et faire respecter la protection de l'environnement : " S'il peut apparaître politiquement opportun de soutenir des secteurs tels que l'agriculture intensive, les compagnies aériennes et les secteurs énergétiques fossiles, le faire sans nécessiter de changement urgent et fondamental subventionne essentiellement l'émergence des futures pandémies ". Comme l'illustre le suivi du renflouement des compagnies aériennes, c'est malheureusement exactement ce qui se passe actuellement.

La Plate-forme Intergouvernementale Scientifique et Politique sur la Biodiversité et les Services Écosystémiques (IPBES) est un organisme international indépendant créé par les États pour renforcer l'interface science-politique pour la biodiversité et les services écosystémiques afin d'assurer la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité, le bien-être humain à long terme et le développement durable. En bref, l'IPBES est à la biodiversité ce que le GIEC est au climat : la somme et la synthèse des meilleures données scientifiques disponibles. Certains des meilleurs scientifiques de l'IPBES ont ainsi écrit: " Une seule espèce est responsable de la pandémie de COVID-19 : nous. Comme pour les crises du climat et de la biodiversité, les récentes pandémies sont une conséquence directe de l'activité humaine - en particulier de nos systèmes financiers et économiques mondiaux, basés sur un paradigme limité qui privilégie la croissance économique à tout prix ".

C'est exactement la raison pour laquelle l'EEB s'est efforcé ces dernières années de transformer le récit de la croissance économique en un récit visant la prospérité pour tous, non seulement maintenant mais aussi pour l'avenir.

Nous travaillons maintenant à l'élaboration de politiques positives post-croissance et à la création d'une économie du bien-être dans laquelle la croissance économique n'est plus un mal nécessaire à l'épanouissement d'une petite minorité parasite. Au cours des dix

dernières années, cette refonte radicale a pris de l'ampleur : les conférences internationales de la décroissance sont passées de 150 à 3 000 participants ; les ONG environnementales sont sorties de leur zone de confort ; de plus en plus de gouvernements franchissent le pas et placent le bien-être au-dessus du PIB. La crise de 2020 pousse de nombreuses personnes à repenser leurs priorités d'une manière si fondamentale que la dynamique du changement semble s'être accélérée plus rapidement qu'au cours des dix années précédentes. Et c'est une bonne chose car même avant l'arrivée du COVID-19, les anciens paradigmes étaient déjà en phase terminale. Aux États-Unis, au grand étonnement de l'establishment, une majorité de 'millennials' rejette désormais le capitalisme. Au Royaume-Uni, plus de 80 % des personnes ayant répondu à un sondage souhaitent désormais que la santé et le bien-être passent avant la croissance économique. La grande majorité souhaite que ces changements survivent à la pandémie. La pandémie nous a offert un ' bon de sortie de prison ' inattendu. Nous devons saisir fermement cette occasion de façonner l'avenir que nous souhaitons. Ici et maintenant.



Un virus particulièrement ' mâle-veillant '

Il existe un groupe spécifique d'humains qui se démarque pour avoir causé de grands dommages pendant la pandémie. Pour le plaisir de la petite phrase, on pourrait les appeler les ' machos au pouvoir qui creusent les fosses communes ', mais cela pourrait offenser des dirigeants heureusement plus bienveillants. Le terme le plus culturellement neutre et correct serait probablement ' la masculinité toxique de certains dirigeants '. C'est une question épineuse qui peut être nuancée jusqu'à la nier, mais il est important d'en parler, à la fois dans le contexte de la pandémie, et, plus largement, au regard de la relation avec la nature et les autres humains.

Alors, qui sont ces ' hommes hypermasculins ' ? Une sélection sera toujours incomplète. Nous avons vu Bolsonaro disant qu'il était tellement en forme qu'il ne contracterait pas le coronavirus. Nous connaissons tous les affirmations insensées de Trump, qui proposait par exemple des ' solutions simples ' en recommandant l'injection d'eau de Javel.

Partie 1 - Un virus particulièrement ' mâle-veillant '

Ces hommes sont vraiment les meilleurs amis du virus et ont en commun d'agir comme des 'machos', tout en gérant la pandémie de façon négligente. N'est-il pas intéressant de constater qu'ils, et beaucoup d'autres dirigeants hypermasculins, sont tous des politiciens populistes de droite ayant peu de considération pour les processus démocratiques ? Lorsque vous extrapolez à partir de leurs discours passés, il semble que la plupart d'entre eux souffrent de la folie des grandeurs. Simon Tisdall a dressé une liste des qualités que nombre des dirigeants masculins susmentionnés semblent avoir en commun : prétendre à tort que tout est sous contrôle, fuir les responsabilités, se cacher du public, exploiter la crise à des fins politiques, s'appuyer sur la misogynie et la violence pour renforcer leur ego, multiplier les distractions artificielles et blâmer les médias si les choses tournent mal.

De l'autre côté du spectre, nous avons également des exemples de bonne gouvernance dans cette crise et les femmes dirigeantes d'Islande (Katrín Jakobsdóttir), de Taïwan (Tsai Ing-wen), de Finlande (Sanna Marin) et de Nouvelle-Zélande (Jacinda Ardern) nous ont montré à quoi ressemble une action publique bien faite. Encore une fois, il s'agit d'une sélection imparfaite et oui, gérer une île en période de coronavirus offre aussi des avantages évidents. Mais il est difficile d'échapper à l'idée que la pandémie révèle plus que de simples coïncidences.

Un autre terme récemment inventé est celui de 'masculinité toxique'. Comme l'a expliqué Arwa Mahdawi, " cela devrait être évident, mais la 'masculinité toxique' ne signifie pas que les hommes sont toxiques ou que la masculinité est de facto toxique. Cela signifie plutôt que les formes extrêmes de traits traditionnellement associés à la masculinité, comme l'agressivité et le stoïcisme, sont toxiques ”.

Ces traits chez les dirigeants masculins mentionnés ont sans doute fait dérapier la pandémie et contribué à faire exploser inutilement le nombre de morts dans le monde. Malheureusement, les femmes ont été touchées de manière disproportionnée par la pandémie du fait de leur surreprésentation dans les emplois faiblement rémunérés et

au service des personnes. Les femmes ont également été à la pointe de la lutte contre le virus, car elles sont surreprésentées dans la plupart des travaux dits ' essentiels ' et constituent la majorité des travailleurs de première ligne. Environ 76 % des travailleurs de la santé et des services sociaux et 86 % des travailleurs des services à la personne sont des femmes. Comme ces emplois sont principalement des emplois de proximité avec des possibilités limitées de travail à distance, beaucoup ont connu une augmentation de la charge de travail, des risques pour la santé et des difficultés à gérer l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée.

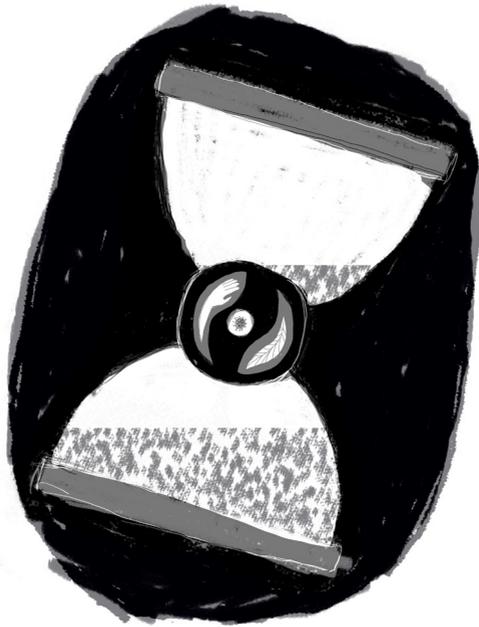
L'influence du genre dans la (mauvaise) gestion de la pandémie n'est pas passée inaperçue, mais il n'a pas non plus reçu le niveau d'attention qu'il mérite. La même chose peut être dite pour l'influence du genre dans la mauvaise gestion de notre environnement où des études montrent que les valeurs féministes sont directement liées à des modes de consommation plus respectueux de l'environnement.

Cette analyse n'est pas seulement limitée à quelques mauvais dirigeants mâles, qui seraient de simples moutons noirs. Une enquête scientifique a montré que les hommes sont moins susceptibles de croire qu'ils seront touchés de manière significative par le COVID-19 et sont également moins susceptibles de porter un masque. Pendant ce temps, le schéma selon lequel les femmes sont en moyenne plus responsables en matière de santé et de meilleures dirigeantes se répète aussi. Les trois premiers pays qui placent le bien-être au-dessus de la croissance économique sont tous dirigés par des femmes : l'Islande, l'Écosse et la Nouvelle-Zélande. Lorsque le Premier Ministre finlandais Sanna Marin les a rejoints, ce groupe aux idées progressistes aurait pu être baptisé ' l'équipe féminine du bien-être ', mais cela n'aurait pas rendu justice au leader masculin du Pays de Galles, Mark Drakeford, qui les a également rejointes. Cela montre une fois de plus qu'il ne s'agit pas d'une histoire simpliste, mais plutôt qu'il existe des influences du genre trop évidentes pour être écartés comme une simple coïncidence.

Nous devons également nous pencher sur les causes profondes de

la masculinité toxique. Notre système économique actuel est basé sur des injustices passées et entretenues : le colonialisme, une dépendance structurelle à la croissance du PIB, avec des fondements culturels reposant largement sur des valeurs patriarcales et des injustices de genre. Le patriarcat est un système d'oppression construit autour du privilège masculin et de la masculinité toxique, lesquels perpétuent les relations de pouvoir sexistes et hiérarchiques. Il légitime la discrimination et l'exclusion des femmes (et des personnes non conforme au genre) par le biais de normes sociales, de politiques et d'institutions néfastes. Par exemple, notre système actuel dévalorise le travail des femmes, comme le travail domestique non rémunéré.

Ce que l'on oublie aussi souvent dans la discussion, c'est que le patriarcat est également mauvais pour les hommes. Le patriarcat attend des hommes qu'ils s'inscrivent dans des cases préconçues, comme être fort, ne montrer aucune émotion et personifier le mythe de la masculinité toxique. Le virus ' mâle-veillant ' a mis à nu de nombreuses erreurs systémiques dans notre société et la pandémie nous a rappelé que le prix du patriarcat est élevé, tant pour les femmes que pour les hommes.



PARTIE 2

Dix propositions charnières

Le SARS-CoV-2 se nourrit de la guerre contre la faune sauvage, de l'extractivisme et de la surconsommation, de l'air toxique, des produits chimiques éternels, du néolibéralisme et de la masculinité toxique. En réglant ces problèmes, nous contribuerons également à relever nos défis environnementaux si urgents.

Les calculs climatiques sont à la fois simples et choquants : chaque année, les émissions doivent baisser de 7 à 8 % d'ici 2050. Cela s'est produit en 2020, ce qui signifie que c'est encore possible. Mais nous devons traiter cette question avec la même urgence et le même sérieux que nous avons traité le coronavirus, dès maintenant. Nous ne pouvons pas espérer que les actions individuelles suffiront. Maintenant que les gouvernements sont sur le front et que la croissance économique ne domine plus l'agenda, c'est le moment idéal pour recommencer à zéro.

C'est l'heure de la guérison : celle des blessures que la pandémie nous a infligé, mais aussi celle du lien brisé entre nous et le reste du monde naturel. Les médecins seraient d'accord pour dire qu'il vaut toujours mieux prévenir que guérir. Cela vaut pour les corps humains, mais cela vaut aussi pour l'humanité dans son ensemble. Le moment est venu de renforcer notre immunité collective.

Commençons par définir cinq principes directeurs.

Principe 1 : Une solution à une crise mondiale majeure peut également contribuer à résoudre d'autres problèmes.

Pouvons-nous nous permettre d'utiliser des moyens politiques adaptés à des solutions cloisonnées et gérer ainsi une seule crise, dans l'unique but de nous ramener au 'monde d'avant' ? Production alimentaire, exploitation minière, chaînes d'approvisionnement mondiales, transports... Cela ne nous offre-t-il pas une opportunité unique de s'attaquer à la fois à la pandémie et à arrêter la destruction continue de l'environnement ? Et ce d'autant plus si l'on considère que ces deux défis vont de pair ? Nous pensons que oui.

Principe 2 : Il ne peut y avoir de ' retour à la normale ', la ' normale ' était une aberration historique. Pas de retour à l'anormal, comme l'a plaidé FNE en France .

Les solutions doivent être holistiques et permettre de façonner un avenir meilleur où les hommes et la nature s'épanouissent ensemble, plutôt que d'essayer de réparer un système défaillant où les gens et la planète sont poussés à l'épuisement. La ' Normale ' ne fonctionnait pas, nous devons maintenant ' Reconstruire en mieux ' #BuildBackBetter.

Principe 3 : Le changement systémique se situe en dehors de nos zones de confort. La résistance au changement est naturelle – il faut s'y attendre et s'y préparer.

Nous sommes confrontés à des intérêts acquis très puissants avec les ressources nécessaires pour épuiser financièrement et politiquement leurs adversaires, en utilisant parfois des tactiques douteuses. Une série de petites victoires reconfortantes, c'est bien, mais cela change-t-il la voie de l'autodestruction sur laquelle nous sommes engagés ? Enjoliver les défis auxquels nous sommes confrontés ne fait que ralentir les progrès. Nous devons continuer à viser haut, nous rappeler pourquoi les combats qui existent valent la peine d'être menés.

Principe 4 : Si une solution n'est pas équitable pour les plus vulnérables, ce n'est pas une solution.

Lorsque la forteresse des combustibles fossiles ou la méga maison de projets miniers fous s'effondrent, devons-nous également rechercher des solutions pour assurer l'avenir à tous les travailleurs de ces industries ? Bien sûr. C'est une proposition inéquitable de taxe carbone qui a donné naissance en France au mouvement des Gilets Jaunes, faute d'avoir écouté les alertes préalables de la société civile. La révolution sera juste, ou elle n'aura pas lieu.

Principe 5: Il n'y a pas de solution miracle ni de complot mondial.

L'optimisme technologique et les théories du complot séduisent parce qu'ils fournissent une histoire simple : soit une solution magique, soit un simple bouc émissaire. Ils offrent une fausse bouée de sauvetage dans des temps complexes et incertains où nous essayons de nous accommoder d'une nouvelle réalité. Mais ni les contes de fées ni le complotisme ne rendent justice aux vérités dures et dérangeantes auxquelles nous devons faire face. Nous ne pouvons nous permettre de nous laisser distraire.

Pourtant, il y a des raisons d'espérer. Les gens ont pris de nouvelles habitudes pendant cette crise. Ils ont apprécié respirer l'air pur de la ville. La nature voisine a été (re)découverte. Maintenant nous savons quels métiers sont vraiment essentiels. Les visions du monde ont été modifiées, les valeurs et les priorités ont été revues. Des articles de presse, des publications issues d'organisation de la société civile et même des institutions officielles se sont demandé pourquoi nous retournerions au ' Monde d'avant ' et se sont aventurés à concevoir des alternatives où les personnes pourraient continuer à travailler moins et à vivre plus sobrement - en s'éloignant d'une logique qui donne la priorité à l'augmentation du PIB à tout prix.

Milton Friedman, le parrain du néolibéralisme, aurait déclaré :

“ Seule une crise - réelle ou perçue - produit un réel changement. Lorsque cette crise survient, les actions entreprises dépendent des idées qui circulent. Telle est, je crois, notre fonction fondamentale : développer des alternatives aux politiques existantes, les maintenir vivantes et disponibles jusqu'à ce que l'impossible politique devienne inévitable. “

Friedman avait raison sur ce point, mais ses idées économiques ont dirigé - ou plutôt ruiné - le monde au cours des dernières décennies. Son temps est révolu. C'est le moment opportun : les dix propositions suivantes offrent un aperçu des mesures audacieuses que nous pourrions et devrions prendre dès maintenant.



ALIMENTATION

De la vulnérabilité à un nouvel ancrage territorial

Acheter des produits de base comme du pain ou des fruits implique de plus en plus de longues chaînes d'approvisionnement qui dépendent d'une main-d'œuvre, d'un transport, d'un emballage et d'une énergie qui sont tout simplement trop bon marché. Trop bon marché, car les coûts cachés de notre addiction aux prix cassés et autres promotions nous ont conduit à les payer au prix plein, à travers des pandémies, le chaos climatique, les pertes d'emplois et la fragilité de la planète. Mais il existe des producteurs de denrées alimentaires qui ont identifié ces erreurs et qui reconstruisent un système alimentaire fondé sur des solutions localisées pour un approvisionnement alimentaire plus stable, propre, juste et sûr. Ce dernier sera absolument nécessaire lorsque l'humanité devra faire face aux prochains défis planétaires, divers sous leur forme mais inévitables.

Le 15 septembre 2008, des banquiers de Londres ont contacté leurs épouses au milieu de leur journée de travail avec un message :

Partie 2 - ALIMENTATION :
de la vulnérabilité à un nouvel ancrage territorial

“ Cours vite au supermarché pour faire des réserves de nourriture ”. La banque Lehman Brothers venait de faire faillite. Ils pensaient que le système financier s’effondrerait, que les navires et les camions ne quitteraient plus les ports, que les guichets automatiques cesseraient de fonctionner et que l’enfer se déchaînerait sur terre. Cela en dit long sur le niveau de stabilité et de sécurité de notre système économique et financier, selon les initiés qui y sont plongés jusqu’au cou.

Comme la crise financière de 2008, la pandémie a également mis à l’épreuve la chaîne d’approvisionnement alimentaire mondiale. Certains pays ont déclaré arrêter ou limiter les exportations de céréales et de riz jusqu’à nouvel ordre. Or, fait peu connu, près de 40 % de toutes les terres utilisées pour satisfaire la consommation de biens et services agricoles en Europe sont actuellement situées en dehors de l’Europe, ce sans compter les importations de matériels et d’intrants (carburant, engrais d’origine fossile, pesticides...) qui rendent aussi l’agriculture européenne très vulnérable. Bien sûr, nous exportons également beaucoup, mais il ne s’agit pas de vases communicants, conçus pour rechercher un équilibre, et encore moins un équilibre nutritionnel. La France qui se présente comme la première puissance agricole européenne, qui est en effet susceptible de produire une grande diversité de produits agricoles grâce à son climat tempéré et ses sols variés, est certes championne pour ses vins et spiritueux (exportés à 90%), ses céréales ou ses pommes de terre, mais importe une part croissante de ses fruits et légumes (près d’un fruit et légume sur deux est importé) ou des volailles consommées dans la restauration collective (importés à 80%).

Les exportations de vin de Bordeaux par exemple, ne peuvent pas compenser le manque de tomates, qui proviennent massivement du Maroc et de l’Espagne.

En Belgique, même le pain, un aliment de base est devenu un produit d’import-export. Chose choquante, entre 2017 et 2018, la valeur des importations et des exportations de produits de boulangerie a respectivement augmenté de 82,9% et 162,8%.

Partie 2 - ALIMENTATION :
de la vulnérabilité à un nouvel ancrage territorial

Le pain quotidien des Belges dépend désormais de l'ouverture des frontières.

Le pain quotidien est juste un exemple symbolique parmi d'autres. Les échanges de produits alimentaires au sein de l'Europe se sont depuis longtemps écartés de la complémentarité des productions, pour aller sur une concurrence exacerbée entre agriculteurs sur beaucoup d'aliments, au prix de transports coûteux et d'un énorme gaspillage alimentaire, lesquels pèsent lourd sur le climat. De plus, l'Europe de l'Ouest dépend de la main-d'œuvre bon marché d'Europe de l'Est ou même des travailleurs migrants d'Amérique du sud qui transitent par l'Espagne pour récolter les fruits et légumes. Au cours du printemps de 2020 avec ses frontières fermées, les producteurs de fruits et légumes ont soudainement dû faire pression pour que des exceptions soient faites pour les travailleurs migrants, en organisant des vols charters remplis de main d'œuvre bon marché. Ce n'est pas un hasard si à ce jour, le gouvernement britannique place les travailleurs agricoles saisonniers aux côtés des intervenants en cas d'urgence nucléaire, des ingénieurs en aérospatiale, du personnel médical, des diplomates et autres, dans sa liste d'emplois bénéficiant d'exemptions de voyage au sein de leur dispositif de gestion de crise du COVID-19.

Notre système repose tellement sur l'exploitation d'une main-d'œuvre bon marché que le verrouillage complet de nos frontières a mis en évidence notre incapacité à assurer notre propre sécurité alimentaire.

Au cours des dernières décennies, nos chaînes d'approvisionnement alimentaire sont devenues de plus en plus longues, à la fois en termes de distances parcourues et de nombre de maillons impliqués dans le processus.

La justification avancée est qu'il est plus efficace de s'approvisionner dans un lieu A avec un salaire B, en important les denrées au meilleur prix possible ; ou encore, qu'il est moins cher d'envoyer le produit dans un autre pays pour le transformer, puis de le réimporter.

Partie 2 - ALIMENTATION : de la vulnérabilité à un nouvel ancrage territorial

Mais la recherche de l'efficacité (des coûts) a dépassé les limites du nécessaire et a aboli depuis longtemps toutes les frontières sociales et écologiques : plus de kilomètres alimentaires signifient plus de transports, donc plus d'émissions de gaz à effet de serre, de déforestation et autres exploitations environnementales. Traverser davantage de frontières signifie également que nous dépendons davantage du maintien des frontières ouvertes, donc que nous sommes également plus vulnérables aux chocs mondiaux. En un mot, la mondialisation excessive de notre approvisionnement alimentaire nous a rendus plus vulnérables. En Europe, les souvenirs des pénuries alimentaires semblent lointains et nous considérons notre nourriture, une nourriture de bonne qualité, comme acquise. Le plus souvent, les gens n'ont aucune idée de ce que sont les déserts alimentaires et n'essaient pas de comprendre d'où vient leur nourriture, si facilement disponible, si peu chère. Nous pensons (quand nous pensons) que nous avons tout sous contrôle. Mais est-ce vraiment le cas ? Quel est le vrai prix à payer ? Et peut-être le plus important : pouvons-nous encore renouer avec une production alimentaire plus locale ?

En 1991, huit metteurs en scène, hippies et aventuriers ont poussé cette idée à l'extrême, en vivant une alternative radicale à notre dépendance au commerce mondial : ils se sont enfermés, dans leur propre monde. Ce n'est pas une métaphore. Leur véranda était hermétiquement fermée du monde extérieur, avec pour seul entrant la lumière du soleil. L'expérience a duré deux ans, jusqu'à ce que l'équilibre en oxygène dans leurs serres devienne si mauvais qu'ils auraient suffoqué s'ils avaient persisté. Au cours de ces deux années, ils ont établi un record mondial d'autarcie et d'autonomie et ont sans aucun doute beaucoup appris sur les cycles biochimiques qui rendent la vie sur terre possible. Beaucoup ont été surpris de voir jusqu'où ils étaient capables d'aller. Remarque au passage : n'essayez pas de reproduire cette expérience chez vous...

Ce groupe de huit personnes ont de fait testé les limites du spectre complet de la production et de la suffisance alimentaires, du

Partie 2 - ALIMENTATION :

de la vulnérabilité à un nouvel ancrage territorial

niveau local au niveau mondial. Au cours des dernières décennies en particulier, notre société s'est déplacée à l'autre extrémité de ce spectre et le résultat net de ce mouvement pourrait, à terme, étouffer non pas 8 mais 8 milliards de personnes. Ce groupe a décidé de mettre fin à leur expérience au bout de deux ans. Nous devons maintenant mettre un terme à l'expérience de mondialisation à outrance et repartir de zéro. Voici quelques suggestions pour y parvenir.

Passer d'un approvisionnement alimentaire hyper global à un approvisionnement alimentaire plus local peut être réalisé par des moyens qui ne s'excluent pas mutuellement. Alors, que pouvons-nous faire ? Devrions-nous tous cultiver nos propres légumes dans nos jardins et sur nos balcons ? Cultiver votre propre nourriture est un excellent moyen de renouer avec la terre, de profiter des fruits de votre potager et d'apprécier la quantité de travail nécessaire pour vous alimenter. Pour beaucoup d'entre nous, y compris moi, cultiver notre propre jardin ne se produira probablement pas en raison d'un manque de connaissances, de compétences, de volonté ou de temps. De plus, même si certaines parcelles peuvent être très productives, les aliments cultivés dans notre jardin resteront probablement une partie mineure de la nourriture que nous consommons, du fait de la quantité ou de la diversité nutritionnelle nécessaire. C'est sympa mais cela ne sera pas suffisant.

Le tableau change cependant si nos efforts sont collectifs et que nous nous associons à un groupe de quelques centaines de personnes. L'Agriculture Soutenue par la Communauté (ASC) est un partenariat entre les agriculteurs et les consommateurs dans lequel les responsabilités, les risques et les avantages de la production agricole sont partagés. Ce modèle, qui peut être dirigé par les agriculteurs ou par un collectif, permet aux communautés de supprimer les intermédiaires et de prendre le contrôle de leur approvisionnement alimentaire, en fournissant à leurs membres une variété d'aliments locaux, souvent produits de manière biologique : des légumes et de la viande, du lait, du pain et du miel.

Partie 2 - ALIMENTATION :

de la vulnérabilité à un nouvel ancrage territorial

En Belgique, dans la région flamande, il a fallu une décennie pour passer d'une seule à 50 fermes ASC qui, par ferme, produisent une gamme de légumes, de fruits et d'autres produits agricoles pour des centaines de personnes et où tout membre peut se rendre à tout moment pour récolter ce dont il a besoin.

La ferme ASC "The Farmers' Company", dirigée par trois agriculteurs qui approvisionnent quelque 500 consommateurs en produits frais, a créé une ferme si exemplaire qu'elle a attiré l'attention des médias. L'un de ces agriculteurs m'a accompagné au Parlement Européen lors d'une conférence sur les accords commerciaux mondiaux pour démentir le mythe selon lequel nous avons besoin d'encre plus de commerce avec des pays tels que le lointain Brésil, dont les productions agricoles entraînent incendies et destruction de l'Amazonie. L'attrait de ce modèle agro-écologique communautaire adapté aux conditions locales est évident et se répand rapidement dans le monde, sous des formes variées, citons par exemple les Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne (AMAP) ou les magasins de producteurs. Ce modèle a le potentiel de fournir une solution d'approvisionnement alimentaire pour toute ville disposant de terres agricoles à proximité, avec l'organisation de ceintures vertes maraîchères : pour que ce modèle puisse se généraliser, il est nécessaire que de nombreuses politiques publiques et financements existants soient réorientés.

Les AMAP, les fermes ASC et d'autres types d'innovations alimentaires avec des ventes directes entre producteurs et consommateurs permettent d'établir un lien concret de la ferme à l'assiette. Ils ont réussi à contourner les immenses supermarchés qui forment un véritable mur entre les clients urbains et le monde rural oublié - loin des yeux, loin du cœur. Ces supermarchés vendent souvent des articles produits à l'autre bout du monde, dans des conditions sociales et environnementales qui seraient illégales dans l'Union Européenne, afin de maximiser les profits. Dans le pire des cas, ces bénéfices sont détournés vers des paradis fiscaux, laissant derrière eux des centres-villes désertés avec des petits commerces en faillite et des agriculteurs pauvres, obligés de vendre à des

Partie 2 - ALIMENTATION :

de la vulnérabilité à un nouvel ancrage territorial

prix dérisoires du fait de cette concurrence féroce. Même si les supermarchés aiment communiquer sur leurs progrès en la matière, l'approvisionnement local reste très minoritaire, car leurs chaînes d'approvisionnement restent organisées au niveau national, voire même européen ou mondial.

Mais quelles que soient nos critiques à l'égard de ce système, la plupart d'entre nous continueront à utiliser ces supermarchés, du moins dans une certaine mesure. Ils sont si pratiques - tout comme le vol vers Barcelone est plus pratique que le long trajet en train. Dans les deux cas, un véritable changement systémique est plus facile s'il est organisé collectivement, plutôt que s'il est laissé au 'choix individuel du consommateur'.

Les erreurs systémiques doivent être corrigées. Nous avons besoin de plus d'alternatives citoyennes aux grands supermarchés, comme la coopérative Content qui s'approvisionne localement et vend sans emballage. Il faut aussi des lois qui rendent plus difficile pour les hypermarchés de venir s'installer dans une région sans donner une vraie priorité aux circuits courts et aux achats locaux. Ce sont les acteurs puissants d'un système alimentaire basé sur la surexploitation des terres, des petits agriculteurs et des travailleurs agricoles, favorisé par un régime commercial international qui a réussi à échapper à la fiscalité écologique.

Des foyers d'activistes de supermarchés surgissent partout. Aux Pays-Bas et en Belgique, il y a une résistance venant du terrain, avec des initiatives telles que " 40 jours sans supermarché ". Un jour, j'ai co-organisé un coup d'éclat et je me suis retrouvé avec quelques autres en cage sous un chariot de supermarché surdimensionné au milieu de la Groenplaats à Anvers, un haut lieu touristique, pour dénoncer la vente de jus d'orange issu du travail forcé.

Si nous voulons consommer des produits d'autres pays en ayant la conscience tranquille, nous avons besoin de systèmes de garantie. Non seulement avons-nous besoin de supermarchés coopératifs et intégrés dans l'économie locale, mais le commerce équitable doit aussi être la norme et non l'option lorsqu'ils vendent des produits

Partie 2 - ALIMENTATION :
de la vulnérabilité à un nouvel ancrage territorial

de l'autre bout de monde. Après tout, importer du café équitable, des bananes, du cacao, etc. a du sens, mais en France avons-nous besoin de kiwis néo-zélandais alors qu'ils poussent aussi bien en métropole ? Et pourquoi le 'commerce inéquitable' est-il même autorisé ?

L'EEB a plaidé pour des systèmes alimentaires agro-écologiques avec des chaînes d'approvisionnement courtes pour créer de meilleurs emplois dans nos campagnes et nos villes, en conservant plus de valeur localement. L'agro-écologie nous reconnecte à ceux qui produisent notre nourriture et rétablit ainsi le lien social rompu entre les populations urbaines et rurales. Outre le fait de changer la façon dont notre nourriture nous parvient, il est essentiel de la produire différemment. L'industrie alimentaire actuelle non seulement nuit à l'environnement, du sol à l'eau en passant par l'air, mais elle nuit également à notre santé. Et, encore une fois, le coronavirus devrait être un signal d'alarme. Les recherches ont montré que les personnes en surpoids risquent beaucoup plus de tomber gravement malades lorsqu'elles contractent le COVID-19. Les chercheurs établissent également que l'épidémie d'obésité est directement liée à l'augmentation des environnements alimentaires favorisant une surconsommation de calories. Et bien que nous soyons tous responsables de nos décisions, peut-on parler de "libre choix" lorsque le système est truqué pour influencer les choix d'achat, ouvertement ou de manière subliminale ? La pandémie nous rappelle pourquoi nous devons basculer massivement, et pas seulement avancer à petits pas, vers une agriculture agro-écologique productive et (bio)diversifiée. Les produits durables, moins transformés, doivent être consommés par un plus grand nombre de personnes, de manière plus équitable. La recherche montre que grâce à la réelle diversité des sols en Europe, le passage complet à l'agriculture agro-écologique pourrait nourrir l'ensemble de la population européenne. Un autre système alimentaire est possible. Nous devons faire ce choix et combattre les lobbies qui s'y opposent.



VIANDE De la pandémie ' cow-rona ' au bouclage des cycles

L'élevage industriel de bovins pour la production de viande et la production massive de produits laitiers a joué un rôle si important dans la pandémie qu'elle pourrait être désignée comme la pandémie ' COW-rona ', cow désignant les vaches en anglais. Cela s'ajoute à la liste déjà longue des conséquences destructrices de cette production : pollution de l'air, de l'eau et des sols, ainsi que la déforestation liée aux formes les plus intensives d'alimentation des animaux d'élevage. D'accord, d'accord, ne nous laissons pas entraîner par une stigmatisation bovine. Ces problèmes s'étendent au-delà des bovins de boucherie et englobent toutes les activités d'élevages industriels.

Changer les habitudes alimentaires pour réduire la consommation de viande est nécessaire mais ne résoudra pas à lui seul le problème.

Partie 2 - VIANDE : de la pandémie ' cow-rona ' au bouclage des cycles

Dans le monde, nous utilisons environ 77 % de toutes les terres agricoles pour les productions animales. Dans un petit pays comme la Belgique, avec seulement 11 millions d'habitants, l'industrie de l'élevage tue 319 millions d'animaux par an. La décroissance du secteur de l'élevage industriel semble être une nécessité et les gouvernements pourraient progressivement le réduire de manière respectueuse pour les travailleurs tout en aidant les agriculteurs à prospérer, même avec quelques dizaines d'animaux d'élevage, vaches, porcs ou volailles, dans des fermes respectant un vrai bien-être animal et s'inscrivant dans une économie circulaire agricole.

Alors, quel est le prix caché de notre consommation de viande ? Étonnamment, la moitié de tous les aliments cultivés dans le monde aujourd'hui ne servent pas à nourrir les humains. Il sert à nourrir les animaux et les moteurs, du fait de l'usage croissant des agro-carburants. Les données sur la santé montrent que les personnes qui vivent à proximité d'élevages industriels sont plus susceptibles de contracter des infections pulmonaires.

La concentration des plus gros élevages industriels (porcs, volailles et vaches laitières) en Bretagne, sur 7 % des terres agricoles françaises, a provoqué des fuites de nitrates dans les sols, dans les eaux et jusqu'en mer, au point de provoquer des marées vertes nocives pour la santé humaine, la nature et les autres activités économiques. Depuis plus de 50 ans, Eau et Rivières de Bretagne, association membre de FNE, pousse les autorités publiques à sortir du déni, agit en justice pour faire respecter le droit de l'environnement et fait des propositions pour sortir collectivement de cette véritable catastrophe écologique. Le même phénomène de surconcentration des élevages industriels et de pollutions des sols, des eaux et de l'air se retrouve aux Pays-Bas au point que le gouvernement est en train de racheter une partie du secteur afin de le fermer. Même le gouvernement chinois a changé de stratégie : il promeut désormais les exploitations porcines à l'étranger, par exemple en Argentine, afin de préserver la plupart des avantages pour la Chine mais ' d'exporter ' les dommages environnementaux et les risques de

pandémie.

Le bétail industriel augmente la probabilité de pandémies comme comme ceci : les travailleurs de la production industrielle de viande dans les élevages comme dans les abattoirs ont été touchés de manière disproportionnée par le virus. Les préoccupations concernant l'emploi ne devraient pas l'emporter sur les préoccupations concernant la vie. La direction la plus durable n'est pas de conserver ces emplois dangereux et très mauvais, mais d'avoir des soutiens publics pour assurer la transition vers des emplois plus sains et riches de sens. Nous avons un besoin urgent de plus de main-d'œuvre dans les nouveaux modèles de production alimentaire, comme les fermes agro-écologiques. C'est aux travailleurs qu'il faut venir en aide, pas à l'industrie de la viande.

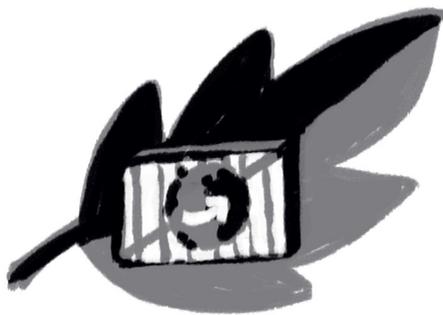
Les fermes agro-écologiques ont souvent un certain nombre de vaches et de porcs en plein air, vivant une vie plus longue et meilleure, et se nourrissant dans les prés ou à partir de productions de la ferme ou de fermes situées à proximité. Si le bon équilibre est maintenu, le bétail peut contribuer positivement à la fertilité des sols, en aidant à boucler les cycles des nutriments de la ferme. Les apports équilibrés en fumier offrent une alternative aux consommations d'engrais chimiques, qui pèsent très lourd dans les émissions agricoles de gaz à effet de serre.

A la ferme ASC à laquelle participe cet auteur, la douzaine de vaches et de porcs entraînent la livraison occasionnelle de 10 kg de viande. Quelques dizaines des 500 membres de la communauté achètent ensuite un paquet de portions pour le congélateur, contenant tous les morceaux de l'animal, afin de mieux les valoriser pour le producteur. Contrairement au système conventionnel, où les parties les moins nobles, c'est-à-dire moins recherchées par les consommateurs, sont sous payées voire même jetées. Ce système évite donc une forme de gaspillage alimentaire. Ecartant le soi-disant ' consommateur roi ' l'offre est ici guidée par une réflexion plus holistique afin de s'assurer que (presque plus) rien n'est gaspillé.

Partie 2 - VIANDE : de la pandémie
' cow-rona ' au bouclage des cycles

La démarche s'appuie sur une véritable sobriété : assez, mais pas plus que nécessaire. Ce système vous confronte également à ce que vous mangez, car les animaux élevés à la ferme, donc visibles par tous les visiteurs, sont aussi les animaux que vous pourriez finir par manger. Et si cela vous dérange de rencontrer les animaux d'élevage destinés à vous nourrir, peut-être est-ce le moment de devenir végétarien ?

Et si c'était la seule viande que tous les non-végétariens pouvaient manger ? Ne serait-ce pas beaucoup plus juste, plus écologique et circulaire que l'actuel système industriel de la viande ?



COMMERCE

Une transformation du libre au juste

Exporter les parties de la production les plus polluantes, les plus dangereuses et les plus indignes tout en conservant les bénéfices de la consommation, puis renvoyer nos déchets, telle est la stratégie commerciale qui s'exerce depuis des décennies, du moins pour l'Occident. Le coronavirus, le chaos climatique et la Chine nous ont sorti de notre position de privilégiés, insoutenable. L'accent peut, doit et est déjà mis sur le passage du ' libre ' au ' juste ', mais il reste encore beaucoup à faire.

Le secteur alimentaire n'est qu'un exemple de notre dépendance massive vis-à-vis des importations et des exportations que nous avons créé au cours du dernier demi-siècle. La majeure partie de l'exploitation minière et des productions dont nous avons besoin pour répondre à notre consommation vertigineuse fait l'objet

Partie 2 - COMMERCE : une transformation du libre au juste

d'exportations, une décision consciente et délibérée (comme détaillé dans le mémo divulgué de la Banque Mondiale mentionné précédemment). Un exemple est l'extraction d'uranium pour les centrales nucléaires françaises et belges. Il était autrefois extrait d'environ 200 mines d'uranium situées en France, qui ont d'ailleurs ignoré la pollution des sols et des eaux qui perdurent encore. Le minerai d'uranium provient désormais de pays comme le Niger : les coûts (morts, pollutions) sont reportés dans un autre pays, les bénéfiques (énergie nucléaire soit disant 'propre') sont empochés par nous.

Le talon d'Achille de cette stratégie néolibérale est qu'elle dépend d'un commerce mondial bon marché et sans obstacle. La croissance exponentielle du commerce encourage des exploitations minières effrénées et l'accaparement des terres. Mais les pays dits 'sous-pollués' du passé refusent parfois de jouer le jeu. Lorsque la Chine n'a plus accepté le plastique et autres déchets d'Europe, ils se sont entassés dans nos ports. D'autres pays ont rapidement suivi son exemple. Les importations sont également affectées par la crise du coronavirus. Lorsque les flux commerciaux sont perturbés pendant une longue période et que cela commence vraiment à 'merder', aucun stock de papier toilette ne peut réellement nous aider.

Soyons clairs : ce n'est pas un argument contre toutes les formes de commerce international, c'est plutôt un argument en faveur de la réduction de notre dépendance au commerce mondialisé. Il est nécessaire de rendre le volume du commerce mondial plus proportionnel à la distance parcourue et aux coûts externalisés des échanges de biens. La géographie et l'extensibilité des écosystèmes ont été trop longtemps négligées. Le transport maritime (90% du commerce mondial) fait des ravages. Il comptabilise 64 000 décès par an dans le monde à cause de la pollution de l'air, offre parmi les emplois les plus dangereux au monde, en incluant ceux du démantèlement d'épaves sur les plages asiatiques. Ces coûts restent minimes comparés aux coûts cachés du volume total de tout le

Partie 2 - COMMERCE : une transformation du libre au juste

commerce mondial aujourd'hui, car avec les émissions de GES liées aux transport international, ce dernier constitue un accélérateur implacable du changement climatique.

Dans une certaine mesure, la Commission d'Ursula von der Leyen se prépare à l'idée de changer le cours du commerce international de pétrole, s'éloignant de la logique mortifère du ' toujours plus '. Par exemple, ils étudient une taxe carbone pour certains produits importés dans l'UE, à l'exception des produits agricoles. Le problème est que si des mesures positives sont prises dans la bonne direction, d'autres mesures sont prises ' en même temps ' et sapent tous les ' efforts verts ' déployés : par exemple de nouveaux accords commerciaux avec Bolsonaro ne sont pas de bon augure. Nous pouvons estimer que changer le commerce international de pétrole au sein de l'Union Européenne prendra du temps, mais comme la résistance au sein des pays membres ne cesse de croître, il se peut que le mouvement s'accélère. Tout récemment, le parlement néerlandais a voté contre l'accord commercial proposé par l'UE avec quatre pays de la forêt amazonienne. Le changement systémique ne consiste pas à retoucher les détails des accords qui visent à augmenter le volume global de nos échanges, mais à passer de la croissance des échanges à la qualité de ceux-ci, ce qui inclut la qualité des produits eux-mêmes, ainsi que la qualité des relations que nous entretenons avec nos partenaires commerciaux, les travailleurs et l'environnement. Et pour cela, il n'y a encore aucune action de la Commission Européenne !

La ' relocalisation ' est devenue en quelque sorte un mot à la mode, en particulier pour les approvisionnements stratégiques : ce n'est pas la même chose que le nationalisme, il s'agit d'accroître l'autonomie, l'indépendance et la capacité d'adaptation. Ce ne sont pas des concepts verts, gauchistes ou altruistes ; en situation de crise, comme le COVID-19, nous en prenons conscience, ils sont intimement liés à la capacité des personnes à assurer leur survie et leur bien-être.

La crise du coronavirus a provoqué une baisse de 20% du commerce mondial. Un effondrement aussi soudain et incontrôlé est bien sûr

Partie 2 - COMMERCE : Une transformation du libre au juste

un problème, mais c'est aussi une opportunité. La mondialisation avait poussé la demande de l'humanité en ressources et services écologiques au-delà de ce que la planète peut supporter, ce bien avant que Wuhan ne soit bloqué. Les scientifiques et les citoyens concernés qui ont tiré la sonnette d'alarme ont souvent été ridiculisés. Cependant, les économistes qui intègrent la dimension écologiste sont clairs : nous sommes en train de nous vendre jusqu'à la mort. Tout comme notre corps a un métabolisme, l'économie mondiale a le sien. Le métabolisme de notre économie mondiale est trop rapide pour que nous puissions simplement passer à une réalité plus durable et circulaire, sans aborder la nécessité d'un changement systémique. Le Jour du Dépassement marque la date à laquelle la demande de l'humanité en ressources et services écologiques au cours d'une année donnée dépasse ce que la Terre peut régénérer cette année-là. Et il ne cesse d'être plus précoce année après année.

En Europe, la lutte politique oppose souvent les mondialistes (parfois écologistes) et les nationalistes (parfois anti-européens). La crise du coronavirus a montré que cette opposition était biaisée. L'héritage positif qui pourrait être laissé par le coronavirus est celui de 'démondialistes' à l'esprit vert et européen qui défendent leur cause dans tous les partis politiques. Cette pensée est encore mal représentée politiquement, mais un groupe croissant de scientifiques et de citoyens engagés s'identifient à cette approche.

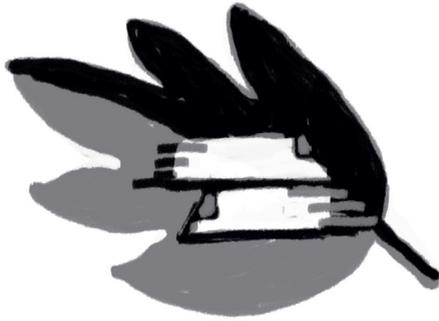
Un volume plus faible d'échanges commerciaux internationaux pourrait se concentrer sur des produits alimentaires de plus grande valeur qui ne peuvent pas être produits localement et qui sont importants pour notre bien-être. Les habitudes de consommation devraient évoluer pour permettre une réduction de la production de viande, de produits laitiers et d'œufs. Du côté des exportations, nous devrions arrêter de pousser les produits d'origine animale bas de gamme vers les pays les moins développés où les agriculteurs locaux doivent ensuite faire face à cette concurrence européenne déloyale.

L'économie n'est pas un interrupteur qui ne peut que basculer

Partie 2 - COMMERCE : Une transformation du libre au juste

du capitalisme à outrance au communisme soviétique. Elle n'est pas non plus à enfermer dans une approche binaire : un marché ouvert ou fermé. Il existe au moins 50 nuances de contrôle des flux de marchandises. Il y a des distinctions cruciales qui doivent être expliquées, comme la différence entre une vision prônant la décroissance du commerce international et la démondialisation et une vision nationaliste. Le premier groupe voit des amitiés et des collaborations entre les pays fondées sur des valeurs plutôt que sur le commerce. Les nationalistes considèrent le monde comme un grand espace de compétition, dans laquelle leur équipe doit passer en premier, même au détriment des autres.

Plus que jamais, nous avons besoin d'un nouveau système économique plus résilient et plus porteur de sens qui assure le bien-être des gens dans les limites écologiques, en rejetant la névrose compulsive qui prône la croissance simultanée du commerce mondial et du PIB. Commençons par ce qui est en notre pouvoir : nous pouvons, nous-mêmes, produire et partager davantage, au lieu d'acheter de nouveaux produits à bas coût, qui contribuent directement ou indirectement à une augmentation des activités polluantes dans d'autres pays. Les villes peuvent soutenir les initiatives citoyennes dans ce sens. Les gouvernements peuvent intervenir dans des secteurs stratégiques comme l'industrie de la viande, forçant le système alimentaire à mieux s'approvisionner au sein de son propre territoire. Nous devons évoluer d'un marché soi disant ' libre ' vers un marché équitable qui place la qualité et l'équité avant la quantité et le profit.



MOBILITÉ #StayGrounded et revenons sur de bons rails

Qu'il s'agisse de paquebots de croisière incubateurs de virus, de l'explosion phénoménale de l'offre des vols, ou des distances toujours plus grandes que nous parcourons au quotidien, cette hyper croissance de notre mobilité est idéale pour la propagation d'un virus. Elle est aussi très néfaste pour notre climat. Il existe des moyens justes et intelligents de réduire le nombre de km aériens à peut-être 10% du nombre actuel, lequel est juste énorme. Il n'a fallu que 27 ans pour passer de 1 à 4 milliards de passagers du transport aérien par an. Notons toutefois que seulement 1% des passagers qui empruntent le plus fréquemment l'avion causent 50% de toutes les émissions du transport aérien. Aucune des alternatives aux combustibles fossiles pour alimenter les avions n'est en mesure de devenir une alternative technique dans un avenir prévisible. Les véritables solutions requièrent une forte intervention de l'État et

Partie 2 - MOBILITÉ : #StayGrounded et revenons sur de bons rails

un changement de paradigme du voyage en avion : les voyages en train ou en voilier doivent devenir la nouvelle norme, même sur de longues distances.

Dans son article, Christopher de Bellaigue a demandé si nous sommes effectivement confrontés à “ La fin du tourisme ” ? Il note que “ le tourisme repose sur la même mobilité humaine qui propage la maladie et sera soumis aux restrictions les plus strictes et les plus longues, il est susceptible de souffrir plus que presque toute autre activité économique ”.

Pour l'industrie aéronautique, le 11 septembre ressemble à un simple rhume, comparé à la crise cardiaque causée par le COVID-19. En 2020, les frontières se sont fermées avec un seul jour de préavis, les pays ont commencé à se confiner et la majorité des avions a été soudainement clouée au sol - sans date de nouveau décollage. Partout dans le monde, des compagnies privées de l'industrie aéronautique ont demandé aux gouvernements de les indemniser. Beaucoup se considèrent trop stratégiquement importantes pour faire faillite, elles agissent donc avec arrogance et n'offrent généralement pas de contrepartie sous forme de participation publique au capital. Mais c'est exactement ce que les gouvernements devraient faire maintenant : nationaliser l'ensemble du secteur. En Belgique, une grande coalition de chercheurs et d'experts de diverses universités et groupes de réflexion a formulé cette proposition, et cela se produit également dans d'autres pays.

Imaginez ce que pourraient faire les états européens possédant à la fois les compagnies aériennes et les compagnies ferroviaires: ils pourraient enfin réorganiser l'ensemble du secteur de la mobilité pour assurer sa neutralité carbone, conformément aux objectifs environnementaux convenus. Ils pourraient investir beaucoup plus dans les trains rapides, améliorer les dessertes ferroviaires pour tous les territoires, relancer les trains de nuit et se désengager du transport aérien. Ils pourraient alors vraiment aider les travailleurs de l'industrie aéronautique et du transport aérien, et investir dans leur reconversion professionnelle. Le personnel de restauration, les

Partie 2 - MOBILITÉ : #StayGrounded et revenons sur de bons rails

stewards, les bagagistes, les techniciens, les agents de propreté ont tous des compétences transférables qui pourraient être utilisées pour des emplois dans le transport ferroviaire.

Et voici une autre réalité absurde que des états qui tiendraient les manettes pourraient corriger : les vols fantômes. Des avions sans passagers qui circulent parce que les compagnies aériennes doivent continuer à fonctionner quoi qu'il arrive, au risque de perdre des créneaux de vol. Cette pratique de destruction du climat a été interrompue en raison des blocages liés au coronavirus, mais est déjà revenue avec des avions vides sillonnant à nouveau notre ciel. Pourtant, on nous dit que le marché libre est le moyen le plus efficace d'organiser l'économie. La réalité est tout autre .

À terme, l'urgence climatique nécessite une réduction des effectifs du secteur de l'aviation. L'approche axée sur le marché consisterait à augmenter le prix des billets, en laissant le ciel seulement aux personnes les plus riches. Mais des manières plus justes de réguler le secteur existent. Pourquoi ne pas introduire un système de crédit carbone pour tous les citoyens de l'Union Européenne, pour ne citer qu'un exemple ? Même si ce serait encore mieux à l'échelle mondiale, expérimenter ce concept à l'échelle de l'Europe serait déjà un défi majeur. Chaque citoyen pourrait avoir un quota fixe d'émissions de gaz à effet de serre liées aux déplacements qui pourrait être utilisé sur un certain nombre d'années. Si votre quota est épuisé, vous devrez attendre un délai avant de pouvoir à nouveau prendre l'avion. Cela rendrait le vol plus juste, donnant à chacun une chance égale de voler occasionnellement quelque part, tout en mettant fin à une ère d'ignorance concernant les coûts réels de l'aviation. Un autre débat pourrait aussi être mené sur l'opportunité ou non de rendre ces quotas de vol échangeables, permettant ainsi aux personnes qui ne volent jamais de vendre leur quota de vol à des sommes potentiellement très importantes pour les personnes riches qui ne pourraient pas, ou ne voudraient pas, s'adapter à ce système de quotas. Mais il ne sert pas à grand-chose de débattre de détails qui peuvent facilement nourrir des controverses si l'idée fondamentale

Partie 2 - MOBILITÉ : #StayGrounded et revenons sur de bons rails

d'un plafonnement des vols et de leur répartition plus équitable est toujours rejetée par les cercles de décision. Cela nécessite, pour ne citer qu'un seul obstacle, une collaboration paneuropéenne d'états prêts à agir fortement sur une idée non néolibérale.

Au moment d'écrire ces lignes, il semblait beaucoup plus probable que les gouvernements renfloueraient les compagnies aériennes sans véritable condition écologique ou sociale, dans le seul but de les faire revenir à la ' rentabilité '. Dans ce cas, cette crise aura servi à transférer l'argent des contribuables aux actionnaires des compagnies aériennes. Au moment d'écrire ces lignes, plus de 123 milliards de dollars d'argent des contribuables sont déjà allés à des compagnies aériennes privées.

Le mouvement alternatif mondial ne disparaîtra pas de sitôt, au contraire. Il se prépare depuis quelques années et la crise actuelle a fait entrer certaines de ses propositions les plus ' audibles ' dans les débats traditionnels. Il y a beaucoup à faire pour résister à l'expansion de l'industrie aéronautique, avec des mouvements comme ' Stay Grounded ' dont l'objectif est de sauver les personnes, non les avions. Stay Grounded est un réseau alimenté par les militants et les associations (dont FNE), fondé sur la science et orienté vers l'action, qui fait campagne pour une réduction de l'aviation et de ses impacts négatifs. Nous soutenons ce qu'ils défendent : une transition vers d'autres modes de transport, une transition juste qui ne se fait pas au détriment des travailleurs des secteurs concernés, une économie basée sur les courtes distances, la protection des terres et des droits des millions de personnes vivant dans les zones où l'industrie aéronautique veut s'étendre, etc. La carte des conflits autour des aéroports le montre : cette lutte est un sujet brûlant dans le monde entier. Heureusement, les militants parviennent à remporter des victoires. La construction de nouveaux aéroports a pu être arrêtée grâce à des mobilisations citoyennes de grande ampleur : nous pensons bien évidemment au projet de Notre Dame des Landes, près de Nantes, qui menaçait de détruire des milliers d'hectares de terres agricoles et des zones humides riches de biodiversité, mais aussi au

Partie 2 - MOBILITÉ : #StayGrounded
et revenons sur de bons rails

projet d'aéroport d'Aranmula Greenfield (Inde). L'aéroport de New Mexico City a été interrompu, malheureusement après la destruction d'une grande partie des zones humides. Mais dans de nombreux cas, l'opposition aux extensions aéroportuaires entraîne un long blocage du projet plutôt que son abandon, comme cela s'est produit avec les troisièmes pistes de l'aéroport d'Heathrow et de Vienne.

Qu'il s'agisse de manifestations risquées au sein des aéroports, de campagnes publiques ou de rapports universitaires, le changement du secteur de l'aviation est un combat à mener sur de nombreux fronts. Le moment est venu pour les gouvernements de prendre les choses en main et de redonner de la cohérence.

Pour pouvoir évoluer vers des gouvernements suffisamment audacieux pour renforcer l'intervention publique et transformer radicalement les secteurs de l'aviation et du rail, il est clair qu'un changement de mentalité est indispensable. Nous avons besoin de dirigeants capables de sortir des sentiers battus et si les dirigeants actuels n'en sont pas capables, nous avons besoin de nouveaux dirigeants. Nous n'arrivons pas là où nous devrions être parce que nous luttons toujours contre les croyances qui prônent la privatisation, la déréglementation et une administration publique moins développée.

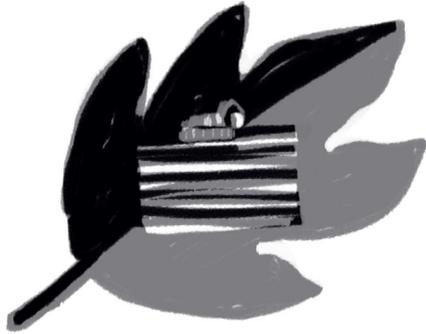
En Belgique, nous avons vu les effets de ce mantra néolibéral dans l'industrie aéronautique. D'abord la compagnie aérienne nationale a été privatisée, puis les infrastructures de l'aéroport national ont suivi le même chemin. Résultat : les bénéfices ont été captés et dirigés vers un paradis fiscal, des conditions fiscales particulières ont été négociées pour éviter les impôts, les travailleurs ont été soit exploités soit licenciés, sans plan pour assurer leur réinsertion sur le marché du travail. Lorsqu'une crise comme celle-ci survient, ce sont les salariés qui sont poussés vers la sortie comme un poids mort, sans parachute.

Nous sommes peut-être en train de remonter quelque peu la pente grâce à des investissements publics massifs dans le réseau

Partie 2 - MOBILITÉ: #StayGrounded
et revenons sur de bons rails

ferroviaire. Des signes prometteurs apparaissent en Europe.

24 pays européens ont accepté de travailler ensemble sur le transport ferroviaire international et d'en faire "une alternative attrayante" sur des distances où il n'est actuellement pas compétitif. La Commission Européenne a fait de 2021 une "Année européenne du rail". Mais nous ne les avons pas encore vu joindre le geste à la parole. Comme pour tant d'autres choses, les citoyens exprimant une volonté de changer radicalement la façon de se déplacer sur cette planète semblent être de plus en plus nombreux. Pourtant, la trajectoire du paquebot gigantesque des intérêts acquis ne sera pas facilement modifiée.



MINERAUX

Gardez-les dans le sol

L'une des industries les plus polluantes, les plus meurtrières et les plus destructrices qui existent sur cette planète est aussi un foyer de pandémie : l'exploitation minière. Les mineurs vivent dans des camps densément peuplés et, malgré le nombre d'infections et les risques associés pour les populations autochtones vivant à proximité, les gouvernements ne ferment pas les mines - elles sont " trop importantes pour l'économie ". L'industrie minière profite de la pandémie de nombreuses manières. Au Brésil, cela va jusqu'à ce que le Ministre de l'Environnement suggère au Président que la pandémie est le moment idéal pour se débarrasser des protections environnementales parce que les médias sont distraits. Cela arrive à un moment où des estimations récentes montrent que les activités minières sont responsables de 10 % de la déforestation totale de la forêt amazonienne. Selon une analyse de la Banque Mondiale, 44 % de toutes les mines en activité se trouvent dans des forêts et sont

à l'origine de 7 % de la déforestation dans le monde. Une coalition mondiale de la société civile recense les nombreux cas de sociétés minières qui profitent de cette crise pour se qualifier ' d'essentielles ' et éliminer toute opposition et réglementation visant à nous protéger. La coalition écrit dans le rapport ' Voices from the Ground ' que " les communautés en bonne santé, les peuples autochtones, les travailleurs et les mouvements sociaux sont eux essentiels, non les profits des sociétés minières prédatrices ".

L'impact de l'extraction et de la production de métaux sur le changement climatique et la santé a doublé entre 2000 et 2015. Selon la Commission Européenne, c'est l'extraction de matériaux qui est à l'origine de la moitié de notre problème climatique, de 90% de l'extinction de nos espèces et de l'essentiel de notre déficit de ressources en eau. Plus nous creusons, plus nous causons des pertes d'habitat naturel (avec ses conséquences sur la diffusion de virus), plus nous générons des émissions qui causent un chaos climatique, plus nous sommes à l'origine de conflits avec des communautés locales. En effet 50 des 212 défenseurs de l'environnement tués dans le monde en 2019 faisaient campagne contre l'exploitation minière.

L'exploitation minière est l'amorce de l'économie linéaire qui fonctionne sur le ' extraire-produire-user-jeter ' : c'est le type d'économie que nous devrions éliminer de toute urgence.

C'est hélas le contraire qui s'est produit dans un passé récent. Alors que la population mondiale a plus que doublé entre 1970 et 2020, l'extraction de matériaux (dont les combustibles fossiles pour l'énergie) a triplé au cours de la même période. L'empreinte matérielle mondiale est passée de 73,2 milliards de tonnes métriques en 2010 à 85,9 milliards de tonnes en 2017, soit une augmentation de 17,4 % depuis 2010 et même une augmentation de 66,5 % depuis 2000. L'Union Européenne en particulier prend une part énorme de ce ' gâteau ' mondial : à l'échelle mondiale, elle utilise entre 70 et 97% de l'espace opérationnel lié à l'extraction des ressources dans l'environnement. Or dépasser cette limite compromet directement

le fonctionnement stable des systèmes biophysiques terrestres. La dépendance du monde à l'égard des ressources naturelles n'a cessé de s'accroître au cours des deux dernières décennies. On s'attend à ce que l'extraction atteigne le chiffre impressionnant de 167 milliards de tonnes d'ici 2060 dans le cadre d'un scénario de statu quo. C'est juste de la folie. La solution est simple : si vous êtes dans un trou, arrêtez de creuser, ou bien vous creuserez directement votre propre tombe.

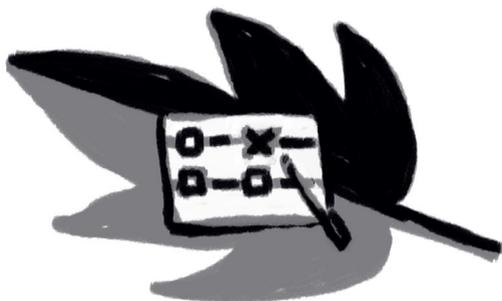
Il est parfaitement possible de fixer un objectif global de réduction de moitié l'empreinte matérielle de l'UE d'ici 2030, composé en objectifs et plans spécifiques par sous-groupes de matériaux. Une étude récente de l'Agence Allemande pour l'Environnement mentionne même que nous pouvons réduire considérablement notre empreinte et nos pressions environnementales grâce à une combinaison de mesures ciblant l'efficacité énergétique, le recyclage, la substitution de matériaux, l'utilisation de matériaux innovants et des modes de vie plus durables. Au sein de l'EEB, nous avons déjà expliqué tout cela en détail, en discutant à la fois pourquoi et comment cela peut être fait. Il est même possible de faire de même avec bon nombre des matières premières que nous utilisons, car les mouvements sociaux du monde entier, souvent dirigés par des peuples autochtones, demandent depuis des décennies aux gouvernements de garder dans le sol les combustibles fossiles. Et heureusement, certains pays et municipalités d'Amérique Latine, comme le Salvador, le Costa Rica, la ville de Cuenca en Équateur ont déjà reconsidéré les activités minières sur leurs territoires et interdit cette industrie destructrice en raison de préoccupations environnementales.

Un autre avenir est possible. Seas at Risk, une organisation membre de l'EEB, a publié un rapport de ' retour à la raison ' afin de parler des mesures à prendre pour nous libérer progressivement de l'exploitation minière d'ici 2050. Tout est parfaitement logique, mais entre ce bon sens et un début de mise en œuvre s'interpose une armée. Une armée de lobbyistes miniers et une armée de dirigeants qui croient que nous avons besoin de croissance économique, donc

d'une croissance de l'extraction pourtant insoutenable des matières premières de la terre.

Lorsqu'il s'agit de projets miniers, les communautés sur le terrain sont toujours désavantagées. En effet, avec l'exploitation minière, vous n'avez pas seulement besoin d'ingénierie physique, vous avez besoin d'ingénierie sociale pour obtenir le consentement des populations et gérer la dissidence. Les intérêts commerciaux, poussés et facilités par des gouvernements ayant des intérêts particuliers, créent cette bataille de David contre Goliath. L'ingénierie sociale peut être mise en œuvre via le parrainage d'événements locaux, la construction d'écoles, de centres sportifs ou médicaux afin de s'attirer la bienveillance de la population locale ou des dirigeants publics. Par ailleurs, les Évaluations d'Impact sur l'Environnement (EIE) constituent peut-être la réglementation la plus importante pour encadrer les projets miniers. Cependant, les EIE sous-estiment gravement et systématiquement les dommages écologiques et sociaux. Dans le cas des compagnies minières suédoises sur le territoire autochtone Saami, la zone d'impact pour les éleveurs de rennes a finalement été calculée à 10 km autour du site, alors que le calcul de la compagnie était de 2 km. Il est bien connu que les mines ont des effets directs et indirects sur l'environnement, les impacts pouvant s'étendre jusqu'à 50 km (et parfois plus) du site minier. Il est essentiel d'évaluer correctement ces impacts pour déterminer si un projet minier vaut la peine malgré des dommages écologiques et sociaux d'ampleur.

Qu'il s'agisse de passer à l'agro-écologie, de prendre les transports en commun, d'interdire les paquebots de croisière ou de fixer des objectifs ambitieux de réduction et des réglementations connexes pour l'utilisation des ressources : des lobbies puissants protégeant les intérêts financiers en place seront bien présents, nous surpassant en nombre et en moyens financiers. Cela doit prendre fin. Et c'est pourquoi nous devons parler de notre démocratie et de son sabotage.



DÉMOCRATIE

Arrêtez le sabotage de la démocratie, consolidez-la !

Si nous regardons le contexte actuel, nous devons nous pencher sur l'élaboration des politiques publiques, de façon précise et concrète. Nous avons tendance à considérer les pays de l'Union Européenne comme des ' démocraties ', mais ce terme cache d'énormes déséquilibres de pouvoir. Il est crucial de comprendre à quel point les démocraties sont imparfaites pour évaluer la tâche qui nous attend.

Les lobbyistes de l'industrie automobile allemande abusent de la pandémie pour accorder des subventions aux véhicules à moteur et tuer les politiques climatiques. Les lobbyistes de l'industrie aérienne prennent nos dirigeants en otage. Les ' agriculteurs ' industriels font pression pour retarder toute action visant à rendre l'agriculture plus durable. Les lobbies du transport maritime, de l'acier et du ciment

Partie 2 - DÉMOCRATIE :
arrêtez le sabotage de la démocratie, consolidez-la !

veulent tous profiter des subventions européennes tout en ne cessant de reporter l'action environnementale à plus tard. Ce ne sont là que quelques-uns des grands lobbies qui appellent également à la déréglementation, élément central d'un projet idéologique qui place les intérêts des entreprises au-dessus de notre démocratie et de la protection des personnes et de la planète. La dernière menace est un régime proposé, brutal et totalement inutile ' un dedans, un dehors ' pour les réglementations européennes.

Pour l'Union Européenne, Lobbyfacts.eu propose une excellente base de données qui montre qui dispose de l'argent, du personnel et des accès aux décideurs. Ce site permet par exemple de déduire que, depuis décembre 2014, les hauts fonctionnaires de la Commission Européenne avaient quatre fois plus de chances de s'entretenir avec un lobbyiste de Google ou de Facebook qu'avec nous, l'EEB, qui sommes pourtant, et de loin, le plus grand groupe de la société civile exerçant un plaidoyer d'intérêt général. Les personnes au pouvoir rencontrent très régulièrement les lobbies économiques, les échanges formels ou plus informels sont de fait quasi permanents. Et de temps en temps, elles glissent dans leur agenda une réunion avec les organisations de la société civile. C'est alors seulement qu'ils ont l'occasion de parler à des organisations comme les nôtres qui conduisent un plaidoyer pour un Monde Vivable, respectueux des personnes et du reste de la Nature.

Le lobbying n'est donc pas un combat à la loyale. Certes les noms des lobbyistes figurent dans le registre de transparence des institutions européennes. Tous les bureaux, sites Web et employés des lobbies, avec leurs noms et prénoms, sont ainsi accessibles au public. Le nom ' Nick Meynen ' y figure comme les autres, même si je travaille au service du plaidoyer d'une association à but non lucratif qui œuvre pour l'intérêt général, au nom de plus de 30 millions d'européens membres d'une organisation environnementale. J'essaie de représenter ceux d'entre vous qui souhaitent ce changement systémique, à l'échelle européenne. Néanmoins nous devrions mieux nous coordonner pour réaliser ce travail ensemble, car ce

Partie 2 - DÉMOCRATIE :
arrêtez le sabotage de la démocratie, consolidez-la !

n'est qu'alors que nous pourrions être largement plus efficaces que ceux qui résistent à tout changement systémique au nom d'intérêts corporatistes.

Les ressources des lobbies au service des intérêts privés sont bien plus importantes que celles disponibles pour le plaidoyer d'intérêt général. En plus de cet avantage injuste, certains groupes d'entreprises influentes n'hésitent pas à utiliser des stratégies véreuses comme l'espionnage et L'infiltration de groupes environnementaux. Même notre façon juste de nous battre pour la justice me donne parfois l'impression de ne pouvoir utiliser que des canifs à l'intérieur d'une fusillade. En conséquence, les lobbyistes de l'industrie réussissent généralement mieux que nous à se faire entendre des pouvoirs en place. Et pourtant, nous appelons toujours cela une ' démocratie '. Si elle est encore qualifiée comme telle, elle semble profondément défectueuse.

Regardons simplement quelles sont les entreprises qui ont bénéficié des fonds publics mis à disposition via la Banque Centrale Européenne (BCE), dans le cadre du Plan de relance européen après la crise du COVID-19. Pas de surprise : Airbus, aéroports de Paris et d'Amsterdam, Shell, ... Pourtant ' voler dans les plumes ' de ces multinationales peut être dangereux. Les procès baillons sont des affaires judiciaires intentées contre des militants qui souhaitent mettre au grand jour les pratiques de l'ombre ; ils ont pour but de faire taire les critiques pour permettre ainsi aux entreprises d'exercer leur influence, en utilisant des avocats coûteux et en faisant traîner les procès, épuisant moralement leurs adversaires et siphonnant leurs faibles ressources financières.

Autre exemple de l'influence des lobbies, au second semestre 2020, alors qu'elle prenait ses fonctions de présidente du Conseil de l'Union Européenne, c'était au tour de l'Allemagne d'animer les réunions décisives. L'influence notoire, des lobbies de l'automobile, du gaz, des pesticides et des ' big data ' en Allemagne s'est beaucoup ressentie, au point d'être même perceptible dans les plans de relance de l'ensemble de l'UE. A titre d'exemple, l'hydrogène est promu

Partie 2 - DÉMOCRATIE :
arrêtez le sabotage de la démocratie, consolidez-la !

comme le nouveau carburant ' propre ', bien qu'il soit actuellement produit à l'aide de pétrole. L'EEB a publié une analyse sur l'hydrogène, ' La réalité derrière le battage médiatique '. Mais notre rapport doit rivaliser avec 100 rapports pro-hydrogène de cette industrie qui dispose de plusieurs milliards d'euros.

Ce retour d'expériences des lobbies européens nous montre trop souvent que la raison, la science et la vérité ne sont pas toujours les principales qualités de la politique, mais au sein de l'EEB, nous restons persuadés que des citoyens engagés, soutenus par des experts, peuvent s'appuyer sur ces mêmes qualités pour transformer toutes les politiques publiques au service des citoyens et de la préservation de la planète, qui sont indissociables. Les citoyens informés doivent avoir leur mot à dire dans les grandes décisions comme les nationalisations, le commerce mondial, ce que nous souhaitons développer en tant que société (par exemple, le bien-être au lieu du PIB) ou la création monétaire. Cela nécessite de profonds changements dans le fonctionnement de nos démocraties, et probablement une forme de révolution pour y parvenir.

Pourtant beaucoup de facteurs s'accumulent pour décourager la démocratie environnementale, qui s'appuie en France et en Europe sur la Convention d'Aarhus avec ses 3 piliers indissociables : une information environnementale transparente, un véritable droit à la participation du public et un accès équitable à la justice. Arrêtons-nous sur la participation aux politiques publiques et aux projets (infrastructures, constructions, usines...) ayant des impacts sur l'environnement : nous avons vraiment besoin qu'elle soit renforcée, mais nous constatons malheureusement qu'elle est sabotée. En France, où la participation est pourtant reconnue comme un droit constitutionnel au sein de la Charte de l'Environnement (art 7), avec des procédures (enquêtes publiques, commissions consultatives...) ou institutions dédiées (comme la CNDP), cette participation du public ne cesse d'être détricotée, affaiblie, inefficace jusqu'à la rendre presque incompréhensible aux citoyens. Et les accords n'ont cessé de se multiplier, alors même que la France expérimentait la Convention Citoyenne pour le Climat (CCC).

Partie 2 - DÉMOCRATIE :
arrêtez le sabotage de la démocratie, consolidez-la !

Regardons aussi cette CCC de plus près : présentée comme une innovation démocratique et organisée en réponse à la crise des Gilets Jaunes, cette assemblée temporaire de 150 citoyens tirés au sort a reçu un mandat — définir les mesures permettant effectivement une baisse des émissions de GES dans un esprit de justice sociale— avec la promesse d'Emmanuel Macron de reprendre ' sans filtre ' leurs propositions finales. Cette initiative a suscité beaucoup d'intérêt et une dynamique positive s'est installée, montrant que des citoyens qui reçoivent une information scientifique et politique de qualité, et qui travaillent collectivement, peuvent se montrer responsables et prendre goût à cette forme d'engagement. Ces derniers soulignent cet enjeu dans la conclusion de leur rapport : " l'implication citoyenne dans les décisions politiques ne doit pas être vue comme un obstacle mais bien comme une force démocratique ! ". La déception est d'autant plus forte aujourd'hui, au sein des organisations environnementales comme pour les 150 citoyens qui se sont mobilisés. Non pas que ces derniers n'aient pas pris la mesure des défis écologiques : beaucoup ont reconnu avoir ' pris une claque ' devant l'état des lieux de la crise climatique que leur ont présenté les scientifiques et nombre des 150 propositions issues de leur travail collectif sont réellement ambitieuses, bien qu'incomplètes au regard d'autres enjeux environnementaux. Mais la Loi Climat qui prétend en être issue est très décevante avec de trop timides avancées mais aussi de véritables régressions, comme l'analyse [France Nature Environnement](#). Un véritable gâchis, et hélas la preuve que les lobbies ont su prendre leur revanche sur la participation des citoyens, notamment lors des débats parlementaires.

Au plan local, la situation est aussi très mitigée. Ceux qui freinent le changement veulent nous faire croire qu'il n'y a pas d'alternatives, or ces dernières ne cessent de se multiplier sur les territoires : initiatives citoyennes, projets de collectivités territoriales co-construits avec les habitants, économie sociale et solidaire foisonnante ... Ces alternatives, qui se déploient souvent à petite échelle, nous montrent qu'elles peuvent devenir réalité si elles sont activement recherchées. Les réseaux coopératifs de la société civile et les collectivités

Partie 2 - DÉMOCRATIE :
arrêtez le sabotage de la démocratie, consolidez-la !

territoriales ont un rôle important à jouer pour opérer le changement d'échelle, passer d'une économie d'actionnaires à une économie des parties prenantes, ancrée sur les territoires, permettant de mieux partager les richesses créées et de préserver notre environnement pour le bénéfice de tous.

Elles nous montrent aussi que nous ne devons plus tout attendre de l'Etat. Néanmoins celui-ci doit être le garant des ' règles du jeu ' communes à toutes les composantes de la société : en la matière, sa perte de crédibilité est forte. L'Etat devrait par exemple encadrer plus sévèrement le lobbying des entreprises, qui défend des intérêts particuliers et recourt régulièrement à des tactiques d'intimidation. Au contraire, les entraves aux actions associatives se multiplient, allant vers une véritable 'citoyenneté réprimée' et laissant la plupart du temps sans suite menaces et violences envers les militants de terrain de la part de certains porteurs d'intérêt privés, comme le dénonce régulièrement France Nature Environnement. Un sentiment fort de deux poids deux mesures se développe parmi les citoyens investis pour la protection de la nature et de l'environnement.

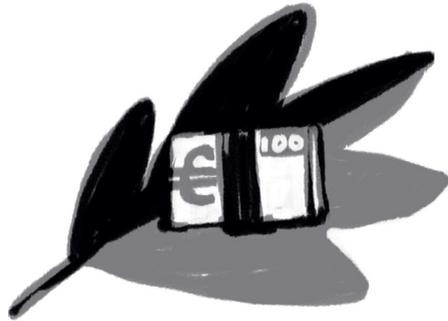
L'Etat devrait aussi rendre possible une prise de décision plus transparente, fondée sur des faits scientifiques, avec des échanges argumentés entre toutes les parties prenantes. En France, nous avons pu bénéficier une seule fois d'une telle démarche rigoureuse, avec la mission de médiation sur le projet d'aéroport Notre Dame Des Landes (NDDL) en 2017, le plus vieux conflit environnemental du pays, qui a été officiellement abandonné après 50 ans de lutte citoyenne, rassemblant des paysans dont les terres étaient menacées, des habitants mobilisés et tous les mouvements écologistes, dont naturellement le mouvement FNE. La mission officielle de médiation a ' inventé ' une méthode d'expertise des controverses, et après seulement 6 mois de travail et d'échanges contradictoires entre toutes les parties prenantes, a publié un rapport analysant les failles du projet d'aéroport : absence d'analyse systémique, des données scientifiques incomplètes, le refus d'examiner les alternatives ceci reflétant des défaillances graves, mais hélas habituelles,

Partie 2 - DÉMOCRATIE :
arrêtez le sabotage de la démocratie, consolidez-la !

des précédentes procédures de participation dont avait pourtant bénéficié le projet.

Malheureusement, cette méthode qui devrait être la norme est pour l'instant restée l'exception, et des centaines de projets destructeurs de l'environnement continuent d'être autorisés par l'Etat, en respectant formellement les procédures de participation mais sans vraiment prendre en compte les critiques de fond, formulées par le public, les associations ou même l'Autorité Environnementale. Ne prenons qu'un seul exemple : en même temps qu'il décidait officiellement de l'abandon de NDDL, le gouvernement français autorisait le groupe Vinci à construire le Grand Contournement Ouest de Strasbourg (GCO), une autoroute validée contre toute logique environnementale, avec pas moins de 7 avis défavorables émis par des instances officielles. Or 3 ans après l'autorisation délivrée par l'Etat, celle-ci a été jugée illégal par la justice, alors qu'avec des travaux quasi achevés, les dégâts environnementaux sont irréversibles ... Eœurant ! Ici comme dans beaucoup d'autres cas, certains laissent les bulldozers aller plus vite que la justice.

Il ressort clairement de la multitude d'exemples dont nous disposons qu'il n'y a pas d'accès égal ou approprié aux décideurs politiques ou à la justice. C'est bien évidemment un problème majeur, vu qu'une démocratie représentative ne peut fonctionner correctement que s'il y a représentation équitable. Le fait que l'Union Européenne se trouve actuellement dans un processus appelé Conférence sur l'Avenir de l'Europe peut être considéré comme une reconnaissance par les dirigeants de l'Union Européenne qu'il existe un fossé qui doit être comblé. L'EEB profitera de cette occasion pour faire avancer le vœu d'une grande majorité d'Européens : un avenir meilleur où les humains et le reste de la nature s'épanouissent ensemble. Mais il reste à voir si le processus conduira vraiment à un changement plus systémique dans la façon dont les décisions sont prises au sein de l'Union Européenne et dans ses pays membres.



ARGENT, DETTE et RICHESSE

Il est temps de faire tomber les tabous

La crise nous ramène à l'essentiel. Des actions comme manger ou cultiver des aliments locaux sains, avoir des contacts sociaux, prendre soin les uns des autres sont devenus beaucoup plus importants. Il semble que les Européens se projettent déjà au-delà du PIB, se concentrant sur de nouvelles voies de progrès et de prospérité. Et ce progrès ne doit pas être arrêté par ceux qui disent qu'il n'y a pas d'argent. Il y en a.

À l'été 2019, le magazine d'information belge Knack a publié un numéro spécial avec 100 idées pour un monde meilleur. L'idée n°1 était : 'imprimer plus d'argent', développée dans l'article par la professeure d'économie Stephanie Kelton. Prenez les infrastructures : partout en Europe et aux États-Unis, il existe des voies ferrées, des voies navigables, des pistes cyclables et des hôpitaux qui ont un besoin urgent d'extensions ou de mises à niveau.

Partie 2 - ARGENT, DETTE et RICHESSE :

Il est temps de faire tomber les tabous

La Cour des Comptes Européenne avait déclaré, avant même la pandémie, qu'il nous faudrait un minimum de 300 à 400 milliards d'euros d'investissements supplémentaires chaque année pour financer la transition écologique en Europe. Plus de 100 économistes ont écrit une lettre disant que cet argent pouvait être trouvé, que c'était question de choix et de priorité. Il y a aussi des millions de chômeurs qui sont prêts et capables de travailler. Ensuite, il y a des ordinateurs et des machines pour faire de la création monétaire qui attendent qu'un bouton soit enfoncé. Alors, pourquoi n'appuyons-nous pas simplement sur ce foutu bouton ? Un gouvernement comme celui des États-Unis peut créer de la monnaie en tapant un 0 derrière une certaine somme. Dans l'Union Européenne, c'est un peu plus complexe à cause de l'Euro, mais là aussi, il n'y a pas de problème technique, c'est seulement un problème politique. Et ce n'est pas aussi stupide que cela puisse paraître.

Il s'avère que les décideurs politiques qui disent " c'est une bonne idée, mais nous n'avons pas d'argent ", manquent simplement d'imagination et font de fausses hypothèses. C'est un mythe que les budgets gouvernementaux fonctionnent comme les budgets des ménages et cette façon de penser ignore exactement comment l'argent est créé. Aujourd'hui 97% de l'argent créé l'est par des banques privées, mais cela n'a pas toujours été le cas. Ces banques décident non seulement combien d'argent est créé, mais à quoi il doit servir. Lorsqu'une personne contracte un prêt auprès d'une banque, la banque n'approuvera le prêt que si ses propres conditions sont remplies. Mais que se passe-t-il si les conditions et les objectifs de la banque privée ne sont pas convergentes avec l'intérêt public ? Les banques ne sont pas des organisations caritatives qui travaillent pour le bien commun. Elles gagnent de l'argent là où l'argent peut être gagné et se soucier de l'humanité ne fait pas partie de leur modus operandi. Si elles peuvent gagner de l'argent en offrant des prêts à des personnes qui vont par ce moyen réaliser des investissements non justifiés par des réels besoins de logement ou construire des résidences secondaires, en prenant même le risque de créer une bulle spéculative immobilière, c'est précisément ce qu'elles vont

Partie 2 - ARGENT, DETTE et RICHESSE :

Il est temps de faire tomber les tabous

faire, sans vergogne.

Les deux principaux problèmes qui ont, jusqu'à récemment, empêché les gouvernements d'imprimer plus d'argent pour investir dans l'économie, sont la dette et l'inflation. La dette est effectivement un problème. Après le crash économique de 2008, la réaction par défaut des gouvernements a été d'imposer l'austérité pour combler les dettes qui devenaient incontrôlables. La raison en était simple : la théorie économique néolibérale était encore le paradigme. Selon le néolibéralisme, l'idée est de rendre l'administration publique aussi réduite que possible, de sorte que la réduction des dépenses publiques est présentée comme l'unique solution face à l'augmentation de la dette. Dans l'Union Européenne, nous avons maintenant des règles budgétaires qui créent automatiquement cette dynamique. C'est pourquoi le EEB, en collaboration avec la New Economics Foundation et une grande coalition de la société civile, s'efforcent plus que jamais de modifier les règles budgétaires imparfaites.

Heureusement, il est déjà clair que la réaction à la crise de 2020 est très différente de la réaction à la crise de 2008. L'économiste Paul de Grauwe a applaudi les actions de la Banque centrale Européenne (BCE) au printemps 2020. En 2008, il leur a fallu 3 ans pour dire qu'ils feraient tout ce qu'ils pourraient, cette fois cela n'a pris que quelques jours. Faire tout ce qu'ils peuvent signifie imprimer de l'argent et le remettre aux États afin qu'ils puissent le dépenser comme ils le souhaitent. Les pays de l'UE avaient une relation similaire avec leur banque nationale : en temps de crise, ils imprimaient de l'argent supplémentaire - jusqu'à ce que l'Euro rende impossible cette opération. Mais aujourd'hui, cette idée d'utiliser la création monétaire comme instrument de régulation économique est enfin arrivée au niveau de l'UE. Georges Soros a déclaré qu'il espérait que la BCE produise un trillion de nouveaux euros, pour les donner aux États membres sans demander qu'ils soient remboursés (à l'exception de frais d'intérêt annuels mineurs). Il appelle cela des 'obligations perpétuelles'. Les États-Unis et le Royaume-Uni l'ont

Partie 2 - ARGENT, DETTE et RICHESSE :

Il est temps de faire tomber les tabous

fait au XIXe siècle en temps de crise et c'est aujourd'hui une crise décisive pour l'Union Européenne.

Le problème de la dette peut être résolu de différentes manières. Le professeur Thomas Piketty et plus de 100 économistes de premier plan ont affirmé qu'il fallait annuler la dette détenue par la BCE. Deux autres moyens de faire face aux dettes sont l'inflation ou l'augmentation exceptionnelle des impôts. Après la Seconde Guerre mondiale, la France et l'Allemagne avaient des dettes de plus de 200 % de leur PIB. Moins d'une décennie plus tard, elle était tombée à 30 %. Pourquoi ? Parce que les dirigeants européens ont décidé de ne pas commettre la même erreur qu'après la Première Guerre mondiale, lorsque la dette de guerre de l'Allemagne, massive et sans régulation, a provoqué une grave crise économique, ce qui a créé les conditions parfaites pour que le national-socialisme et son leader Adolf Hitler puissent prospérer. Non, après la Seconde Guerre mondiale, les dirigeants ont eu recours à l'inflation, un impôt sur les richesses acquises pendant la guerre et d'importantes annulations de dettes ou 'décotes'. Cela a permis à tous les pays déchirés par la guerre d'investir dans les infrastructures publiques et de soins, l'éducation et tout ce dont la société avait désespérément besoin. Tout ce dont nous avons besoin aujourd'hui aussi.

Piketty a écrit que ne pas effacer les dettes dans l'Union Européenne est particulièrement stupide car la plupart des dettes européennes sont internes, comme elles l'étaient en 1945. Au lieu de nous libérer pour poursuivre la reconstruction et la nécessaire transition écologique, nous sommes trop nombreux à tomber dans les pièges posés par des médias populistes comme Elsevier Weekblad lors de la publication en Une d'une illustration disant que ce n'était pas aux Néerlandais qui travaillaient dur de subventionner la paresse des Européens du Sud. Ils n'ont pas eu peur des faits car en réalité les Grecs travaillent en moyenne 41,2 heures par semaine contre 39 heures pour les Néerlandais. Dresser les Européens les uns contre les autres serait sûrement applaudi par des populistes comme Trump, Poutine et Xi, mais ce n'est pas ce que nous, Européens, devrions

Partie 2 - ARGENT, DETTE et RICHESSE :

Il est temps de faire tomber les tabous

faire - bien au contraire. Des économistes très respectés tels que Piketty et de Grauwe sont en faveur de l'annulation de la dette dans l'Union Européenne, ce qui nécessite d'abord la construction d'un véritable esprit européen.

Dans son livre révolutionnaire ' La dette : 5000 ans d'histoire ', l'anthropologue de premier plan David Graeber explique comment la dette est passée d'une dette informelle et communautaire qui était effacée de temps en temps à une dette plus formelle, dont le respect est imposé de façon systématique et parfois violente par l'État. Ainsi dans les traditions juive et chrétienne, un jubilé était établi tous les 50 ans pour effacer toutes les dettes personnelles. Au Moyen-Orient, il était normal que les nouveaux dirigeants proclament une amnistie de la dette lors de l'accession au trône. Cela n'était pas fait pour des raisons altruistes, mais pour maintenir l'ordre social et la stabilité politique – et protéger la durabilité à long terme de la vie économique. L'annulation de la dette a toujours été une stratégie de survie collective, et non un acte d'altruisme. Aujourd'hui, nous sommes confrontés à un choix entre une spirale prolongée de dépressions économiques, qui nous entraînerait vers le bas pendant des décennies, ou un jubilé majeur, idéalement mondial, pour effacer cette dette et amorcer la transition vers un système économique susceptible de survivre à ce siècle. Faire cela uniquement au niveau de l'Union Européenne est loin d'être idéal, mais aussi plus réaliste.

Outre la création d'argent frais par l'État et un important jubilé de désendettement, il existe un autre tabou majeur et radical lié à l'argent dont nous devons nous débarrasser ici et maintenant : la distribution de l'argent en circulation aujourd'hui. Aux États-Unis, les deux tiers de la population sont favorables à un impôt sur la fortune. L'objectif serait de taxer la valeur nette du contribuable, la différence entre les actifs tels que les biens immobiliers et titres financiers et les passifs tels que les prêts, afin de réduire l'accumulation de richesse. Ce serait un remaniement bien plus important que n'importe quel impôt sur le revenu, car le problème est la vaste inégalité créée au cours des dernières décennies et qui, dans certains cas, est devenue

Partie 2 - ARGENT, DETTE et RICHESSE :

Il est temps de faire tomber les tabous

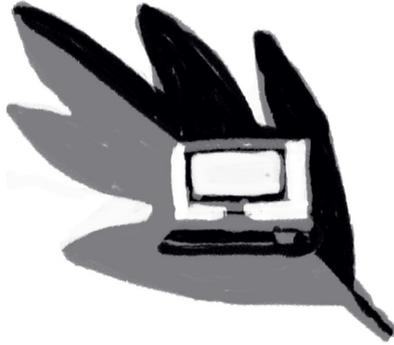
structurelle. Alexandria Ocasio-Cortez a mis le doigt sur la plaie lorsqu'elle a dit : " Vous ne gagnez pas un milliard, vous prenez un milliard ". En d'autres termes : il n'y a pas de raison valable à l'existence de milliardaires, dont il est également démontré qu'ils causent un impact disproportionné sur l'environnement. Les États pourraient simplement reprendre ce que les extrêmement riches ont déjà pris.

Nous avons besoin d'un effort coordonné et multilatéral, mais compte tenu du contexte géopolitique actuel, il semble que l'approche la plus multilatérale ne soit possible qu'au sein de l'Union Européenne. Nous avons besoin que les dirigeants européens acceptent de taxer certains de ces 18 000 milliards d'Euros qu'une minorité de privilégiés, avec leurs propres gestionnaires de fortune, ont planqué dans des paradis fiscaux. La thésaurisation de l'argent par les personnes au sommet de la pyramide financière est devenue tellement incontrôlable qu'aujourd'hui certaines personnes parmi les plus fortunées supplient même les États de les taxer. L'initiative prise par le G7 en faveur d'un impôt minimum sur les sociétés est loin d'atteindre le niveau de redistribution nécessaire, mais elle pourrait être un petit signe encourageant montrant que les dirigeants du monde se rendent compte qu'il y a effectivement "un petit problème" avec la concentration excessive des richesses.

Ces propositions - la création monétaire par l'État, un grand jubilé d'allègement de la dette, un impôt sur la fortune majeur - ont quelque chose en commun. Ces idées ont toutes d'abord été adoptées par des politiciens qui s'identifient dans ' une approche économique de gauche ' et elles sont toutes basées sur des travaux universitaires largement respectés (nous ne pouvons pas dire ' fondés sur la science ' parce que l'économie n'est pas une science). Bernie Sanders a engagé le professeur Kelton pour l'aider à développer cette idée de création monétaire. Le professeur Piketty s'allie à des politiciens de gauche de toute l'Europe pour plaider en faveur d'un allègement de la dette et d'un impôt sur la fortune. Varoufakis était à la fois un professeur respecté et un ministre plaidant pour l'annulation de la dette.

Partie 2 - ARGENT, DETTE et RICHESSE :
Il est temps de faire tomber les tabous

Quelles que soient les autres positions de ces politiciens, il convient de souligner que l'histoire est du côté de la gauche économique. Avant la crise, seuls les responsables politiques économiques de gauche plaidaient en faveur d'un impôt sur la fortune. Désormais, même le Fonds monétaire international (FMI) et le Financial Times veulent un impôt sur la fortune. Lorsque Milton Friedman a diffusé pour la première fois ses idées néolibérales, il se sentait comme une voix solitaire dans le désert et pourtant, tout d'un coup, ses idées sont devenues courantes. Pour le bien de l'environnement et de l'humanité dans son ensemble, nous ne pouvons qu'espérer que son époque soit révolue.



TRAVAIL

faisons en sorte que cela marche

Aujourd'hui, quelle est la situation ? Les universitaires ont démoli le mythe selon lequel nous pouvons suffisamment dissocier la croissance économique des dommages environnementaux. Même l'Agence Européenne pour l'Environnement a affirmé que la croissance verte ne suffirait plus. Parmi les nombreuses personnes qui se demandent comment une économie post-croissance peut encore être une histoire positive, il y a souvent une question clé : qu'en est-il des emplois ? Après avoir démoli le ' mythe du découplage ' entre la croissance économique et les dommages environnementaux, nous devons déboulonner le ' mythe du couplage ' entre la croissance économique et une bonne vie pour tous les travailleurs. Pour cela aussi, il faut ' rebooster ' notre imagination.

On nous dit que l'objectif doit être 40 heures de travail rémunéré par semaine pour tout le monde. Or il est bien différent d'un objectif qui serait d'assurer un travail digne et vivable pour tous ceux qui

peuvent travailler. Une question plus sérieuse se pose : l'objectif ne devrait-il pas être d'accroître le bien-être de tous les citoyens tout en restaurant le monde vivant dont ce bien-être dépend également ? Et si nous avons retrouvé la valeur de l'entraide grâce à la pandémie, pourquoi cela se reflète-t-il si mal sur le marché du travail ?

Le système actuel ne reconnaît pas une énorme partie de nos activités, encore gérées de manière disproportionnée par les femmes. Nos économies se caractérisent en effet par la séparation d'une sphère productive, qui comprend tous les biens et services marchands, et une sphère vue comme reproductive, qui comprend en grande partie des activités de soins non monétisées, non rémunérées et non reconnues, que l'on décrit parfois comme ' l'économie du care '.

L'historien Rutger Bregman a écrit que travailler moins est 'la solution à presque tout'. Citant Marx, Mill, Keynes et Ford, il retrace une histoire de réduction du temps de travail pour le plus grand bénéfice de tous. Une tendance centenaire qui s'est inversée dans les années 1980, du fait des idéologues néolibéraux qui ont commencé à sacrifier le bien-être des travailleurs et de notre planète sur l'autel de la croissance économique. Une récente étude allemande a clairement indiqué ce qui améliorerait notre bien-être aujourd'hui : moins de travail, moins de consommation, moins de croissance économique. Bregman poursuit en déroulant une longue liste de problèmes que la réduction du temps de travail aiderait à résoudre : stress et burn-out, changement climatique, accidents, chômage, inégalités entre les genres, vieillissement, inégalités sociales. En bref : travailler moins ne résoudrait pas complètement une seule catégorie de problèmes, mais cela aiderait à résoudre presque tous les problèmes majeurs auxquels l'humanité est actuellement confrontée.

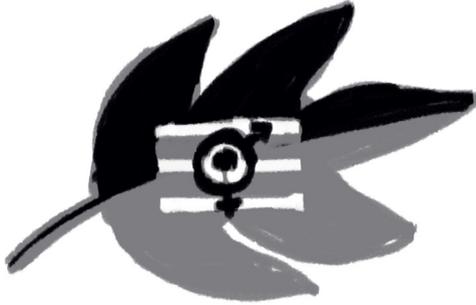
Révolutionner la façon dont nous considérons le bien-être de tous, y compris les travailleurs, est extrêmement opportun alors que nous nous remettons de la plus grande récession de notre vie. Le système actuel nous a conduits à un chômage de masse, à une grande insécurité et, à vrai dire, à une trop grande indifférence au sort des travailleurs. Nous avons créé un système qui nous oblige à aller de

plus en plus vite, afin de ne pas tomber en panne.

Nous pouvons sortir du tapis roulant perpétuel en dissociant le travail des moyens de subsistance, de la semaine standard de 40 heures, des formes standard de propriété d'entreprise et de la dégradation de l'environnement. L'EEB a travaillé avec le mouvement des jeunes, avec les syndicats et avec le professeur d'économie Tim Jackson sur la façon dont une telle réalité pourrait apparaître dans un rapport rédigé pour les décideurs politiques qui veulent ' Reconstruire en mieux ' (#BuildBackBetter) et échapper au tapis roulant de la croissance et de l'emploi.

Ce dont nous avons besoin maintenant, c'est d'une véritable économie du bien-être : plus de travail dans le domaine des soins, plus d'artistes, plus d'enseignants.... Des emplois que notre marché actuel ne valorise pas suffisamment, mais que nous, en tant que société, voulons et dont nous avons besoin. Les travailleurs ont besoin de plus de sécurité et d'autonomie, de plus de temps à consacrer à leurs proches et à ce qu'ils aiment. Toutes les activités que nous laissons trop souvent de côté, car nous sommes trop occupés pour les faire pendant la semaine et trop épuisés pour les faire pendant le week-end. Pour notre environnement, cela signifierait moins de pression, moins de déchets et une réelle chance de décarboner l'économie. Cela signifierait que plus d'énergie serait canalisée vers un travail qui régénère nos écosystèmes, et moins de consommation qui le détruit. Cela signifierait une réelle chance pour les jeunes et les générations futures d'habiter une planète qui ne soit pas détruite par une quête incessante du ' toujours plus '.

Maintenant, essayez d'imaginer ce qui se passerait si l'optimum calculé d'une semaine de travail de 21 heures était la nouvelle norme adoptée par la plupart des personnes, des entreprises et des Etats. Quelle différence cela ferait pour l'un des grands tabous de notre époque, fléau de la société, détruisant la productivité des gens et écrasant leur joie de vivre : l'épidémie de burn-out. Il est vraiment temps, ici et maintenant, de mettre fin à un système économique qui brûle les personnes et la planète.



ÉCOFÉMINISME

Pour le plus grand bien de tous

La masculinité toxique des dirigeants qui ont indirectement engendré la pandémie du COVID-19 a également provoqué le chaos climatique et un manque de respect total pour le bien-être des personnes et de la planète.

Alors, quelle pourrait être la solution pour sortir de ce chaos ?

Entrez les termes sur un moteur de recherche : 'politiques environnementales transformatrices de genre'. Il suffit de regarder le leadership dont font preuve les gouvernements de l'économie du bien-être, dont quatre sur cinq sont dirigés par des femmes. En moyenne, les femmes ont tendance à faire des choix plus durables, par exemple en matière de mobilité ou de pratiques agricoles. Étant donné que 70 % des ministres de l'environnement de l'UE sont des hommes, ces choix ne sont toujours pas pris en compte dans le 'Green Deal' européen, qui est myope aux questions de genre. Ce qui manque également, c'est une reconnaissance explicite de la

Partie 2 - ÉCOFÉMINISME : Pour le plus grand bien de tous

centralité de ' l'économie du care ' en tant qu'épine dorsale de nos sociétés. La pandémie nous a rappelé l'importance des soins, tant à la maison qu'au travail. Sa reconnaissance continue de faire défaut et la charge d'être un fournisseur de soins pour les autres reste très inégalement répartie.

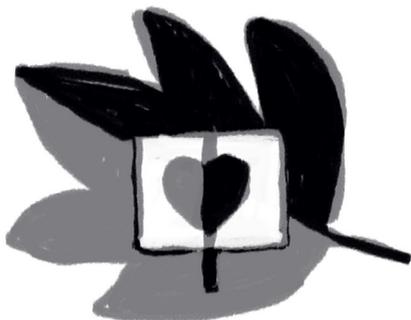
Voici ce que nous devrions faire, dès maintenant. Premièrement, nous devrions collecter des données ventilées sur l'identité de genre pour un large éventail de questions telles que les bénéficiaires de l'argent du plus grand budget de l'UE : la politique agricole commune (PAC) - ou sur les personnes en situation de pauvreté énergétique. Les conclusions tirées des données collectées doivent ensuite conduire à des mesures qui comblent les vastes écarts entre les hommes et les femmes dans ces domaines, ce qui, à son tour, conduirait à une économie globalement plus durable. Si les valeurs écoféministes telles que la solidarité, l'équité, la non-discrimination, le respect de la différence et de la diversité, étaient la norme dans l'élaboration des politiques environnementales et économiques, les gagnants seraient la grande majorité de la population ainsi que la nature. Il est difficile d'imaginer qui pourrait s'opposer à ces valeurs. L'économie du bien-être est une question d'équité et de création d'une ' bonne vie ' pour les personnes et le reste de la nature, avec une attention particulière à l'intersectionnalité, qui désigne la situation de personnes subissant simultanément plusieurs formes de discrimination dans une société.

C'est dans cette optique que nous devons examiner des éléments tels que le Green Deal Européen, la gouvernance économique de l'Union Européenne, le 8ème programme d'action pour l'environnement (8PAE), etc. et voir dans quelle mesure ils peuvent être améliorés.

Il convient notamment de remplacer le PIB comme indicateur global de prospérité. Nous devons utiliser de meilleures méthodes pour mesurer le bien-être des personnes et de la nature. Un autre axe est de donner la priorité à l'économie du care, ce qui est possible en transformant l'actuel Pacte de stabilité et de croissance en un Pacte de durabilité et de bien-être.

Partie 2 - ÉCOFÉMINISME :
Pour le plus grand bien de tous

L'Union Européenne peut le faire en s'inspirant de la Nouvelle-Zélande, qui a conçu l'ensemble de son budget en fonction des priorités en matière de bien-être, par exemple la lutte contre la pauvreté des enfants et la violence domestique, la santé mentale et la transition écologique. Tous ses ministères sont chargés de concevoir des politiques publiques visant à améliorer le bien-être.



LA JUSTICE pour tous n'est pas de l'altruisme

De la nourriture que nous mangeons à l'air que nous respirons : nous ne sommes pas tous égaux sous le soleil. Les dirigeants malveillants de nombreux pays et entreprises sont bien réels et alors qu'ils ne cessent de prospérer, nous essayons simplement de survivre. Mais ils sont peu nombreux, et nous, nous sommes nombreux.

Qui est donc ce grand ' nous ' ? Les recherches de l'OCDE ont conclu que les impacts de la dégradation de l'environnement ont tendance à se concentrer parmi les groupes et les ménages vulnérables. En même temps, les avantages et les coûts des politiques environnementales sont également susceptibles d'être inégalement répartis. Les auteurs ajoutent que la crise du COVID-19 a amplifié l'urgence de relever le double défi des inégalités sociales et de la dégradation de l'environnement. La pensée cloisonnée où nous les traitons dans des domaines politiques distincts fait partie du problème. Nous avons besoin de solutions qui permettent d'agir à la fois sur la pandémie

Partie 2 - LA JUSTICE
pour tous n'est pas de l'altruisme

elle-même ainsi que sur la vulnérabilité pandémique. Comme nous l'avons constaté, les convergences sont réelles.

Ce que la plupart des pouvoirs en place ne parviennent toujours pas à comprendre, c'est que ces larges inégalités croissantes ne sont plus seulement le problème des 'autres', des personnes qu'ils peuvent ignorer, mépriser ou apaiser avec de maigres aumônes pardi et de vagues promesses par-là. L'approche 'du pain et des jeux' ne fonctionne plus lorsqu'une masse critique de personnes est soumise à un tel stress, confrontée en permanence à de nouvelles agressions qui produisent une véritable 'éco-anxiété', si bien qu'aucun match de football ne peut servir de leurre et les distraire des vraies batailles d'aujourd'hui. Les multiples injustices dans notre société nous rapprochent de plus en plus de notre point de rupture. Dans de plus en plus d'endroits, nous sommes au-delà de notre point de rupture, la situation devient explosive. A un moment donné, il suffira d'une étincelle.

Pour rétablir l'équilibre, nous avons besoin de groupes de citoyens puissants, de gouvernements intègres qui ont le courage d'intervenir dans l'économie lorsque cela est nécessaire, et d'un fort sentiment d'identité et d'unité européennes. Le jour où nous parviendrons à trouver le bon équilibre, à apprendre à nous respecter, à nous valoriser les uns les autres pour jouer ensemble notre rôle déterminant et nous sortir collectivement de ce pétrin pour aller vers l'épanouissement plutôt que la survie, sera le jour où la grande transition pourra véritablement commencer.

ET MAINTENANT ?

1. Partagez ce livre

Nous n'avons pas besoin de votre signature sous une pétition. Nous n'avons pas besoin de votre don. Mais nous avons besoin de votre aide. Pouvez-vous diffuser ce récit ? Partagez le livre avec vos amis, collègues et famille. Le numérique est une bonne forme de diffusion, moins impactante pour l'environnement, mais si vous avez besoin d'exemplaires imprimés, nous pouvons le faire pour vous à un tarif qui couvre simplement nos frais d'impression et de livraison. Il suffit de demander. Si vous utilisez les réseaux sociaux, n'hésitez pas à utiliser le hashtag #MondeVivable

2. Parlez-nous

Comme nous l'avons indiqué dès le début, ce livre est un essai, il traduit principalement l'opinion personnelle de Nick Meynen qui s'est aussi appuyé sur des échanges avec une partie des experts de la grande famille de l'EEB. Nous ne prétendons pas avoir un avis définitif sur tout et nous apprenons constamment grâce aux échanges avec des citoyens engagés. Si ce livre suscite des réflexions que vous souhaitez partager avec nous, n'hésitez pas à nous contacter.

3. Restez à l'écoute

Une fois par semaine, nous envoyons une newsletter avec de brèves mises à jour et des liens vers des articles et des événements sur la multitude de fronts environnementaux sur lesquels nous nous engageons. Vous pouvez vous inscrire ici. Et pour lire celle de France Nature Environnement, cliquez ici.

4. Continuez à lire

Nous avons simplement effleuré la surface de quelques domaines que nous pouvons radicalement améliorer. Si vous souhaitez en

savoir plus, voici quelques lectures recommandées, la plupart uniquement en langue anglaise. Tous les hyperliens sont inclus dans la version en ligne, à laquelle vous pouvez accéder en utilisant l'URL ou le code QR ci-dessous.

Des lectures de fond généralistes

- [*Turning fear into hope*](#) : les mesures proposées par EEB pour aider à construire un avenir meilleur après la crise du coronavirus.
- [*Towards a wellbeing economy that serves people and nature*](#) : sur la nouvelle économie du bien-être au service des personnes et de la nature, une publication de l'EEB en collaboration avec Oxfam Allemagne et la coalition d'ONG Climate of Change.
- [*Transformative responses to the crisis*](#) : une campagne dédiée aux réponses transformatrices à la crise.
- [*Systemic change for a resilient Europe*](#) : une note de l'Institut économique Zoé sur le changement systémique pour une Europe résiliente.
- [*A system change compass*](#) : une publication du Club de Rome pour mettre en œuvre le Green Deal européen.
- [*For a life-affirming economy*](#): une publication du Les Amis de la Terre (Hongrie) sur la relance économique.

Des lectures thématiques

- [*Chemicals*](#) : le plaidoyer de l'EEB pour interdire tous les produits chimiques indésirables.
- [*Alimentation*](#) : le rapprochement de la ferme à la fourchette au travers de l'expérience de l'Agriculture Soutenue par la Communauté (ASC).

- L'élevage et la consommation de produits d'origine animale : étude de cas en Roumanie.
- Trade deal traps : les pièges des accords internationaux sur le commerce.
- StayGrounded : restons au sol, coalition pour une transition juste pour sortir du transport aérien.
- Back on Track : revenons sur les rails, coalition pour soutenir le trafic ferroviaire transfrontalier de passagers en Europe, et en particulier les trains de nuit.
- L'exploitation minière et les failles dans les plans de l'UE pour une manne minière.
- Les innovations démocratiques dans Power for the people et chez Extinction Rebellion.
- Beyond Sustainable Growth : le plaidoyer de l'EEB pour faire évoluer l'Union Européenne de la croissance verte à une politique orientée vers la qualité de vie et le bien-être.
- Escaping the growth and jobs treadmill : le plaidoyer de l'EEB pour une autre approche du travail, découplée de la croissance.
- Ecofeminism : le plaidoyer de l'EEB au moment du Green Deal européen.
- Reprotecting Europe : The European Green Deal vs The War on Regulations.

5. Regardez cela

Le court documentaire 'La révolution des 25%' (de 'Broederlijk Delen', avec le soutien de l'EEB) traite des changements systémiques de notre économie qui sont à la fois pratiqués sur le terrain et prêchés par des experts. Disponible en 13 langues.

Le book trailer de deux minutes - à partager sur les réseaux sociaux.

